

Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

- 1) La guerre du Chaco*
- 2) Guatemala - Belize*
- 3) Le canal de Panama*
- 4) Falkland Islands ou Islas Malvinas ?*
- 5) L'Antarctique*
- 6) Venezuela - Guyane*
- 7) Haïti - République dominicaine*

Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

1) La guerre du Chaco

Le “Chaco” est un territoire grand comme la moitié de la France. Il a la forme d’un triangle, dont la pointe est Asunción, la capitale du Paraguay, et les deux côtés les fleuves Paraguay et Pilcomayo. C’est un plateau d’une désolante monotonie, qui présente cependant un contraste singulier : malgré une végétation abondante, l’on n’y trouve pratiquement pas d’eau potable. Le climat y est chaud, humide et très malsain.



Carte actuelle du Paraguay, avec le territoire du Chaco

Le Chaco faisait officiellement partie du Paraguay. Malgré son absence d'intérêt économique évident, il a été l'enjeu d'une guerre sans merci entre la Bolivie et le Paraguay, dans les années 30 du XX^e siècle. Pourquoi une guerre pour une région si inhospitalière ? La raison en est double :

- L'on a longtemps supposé que le sol du Chaco regorgeait de pétrole. D'un côté, la *Standard Oil* (Esso) soutenait la Bolivie, tandis que de l'autre côté, la *Royal Dutch* (Shell) avait choisi le camp du Paraguay. Les forages américains qui eurent lieu plus tard n'ont cependant jamais décelé la moindre goutte de pétrole...
- La raison principale était cependant d'ordre géographique : la Bolivie, voisine du Paraguay et située au nord-ouest du Chaco, cherchait à tout prix un débouché vers la mer. L'océan Pacifique semblait inaccessible, à cause de la cordillère des Andes, et du barrage formé par le Chili et le Pérou. La Bolivie espérait plutôt atteindre l'océan Atlantique, par la voie du fleuve Paraguay, qui se jette dans le Río de la Plata. Mais pour cela, il fallait posséder le Chaco...

Le problème des frontières du Chaco se posait déjà depuis le XIX^e siècle entre l'Argentine, la Bolivie et le Paraguay. Un arbitrage du président américain Rutherford Hayes avait déjà été favorable au Paraguay en 1878. D'interminables négociations avaient plus tard engendré des traités et des conventions en 1879, 1887, 1894, 1897 et 1907.



1928, n°s 290/291

Arbitrage du président américain Hayes sur le Chaco en 1878

Vers 1932, la Bolivie estimait le moment venu pour annexer le Chaco, et obtenir ainsi sa voie longuement attendue vers l'océan Atlantique. La Bolivie ne s'attendait pas à une grande résistance de la part du Paraguay : le pays était sorti terriblement affaibli par une suite de guerre civiles. Entre 1871 et 1932, le Paraguay avait connu une suite ininterrompue de coups d'État, qui n'avaient fourni pas moins de 41 présidents pendant cette période !

Initialement, il n'y avait au Chaco que quelques garnisons défensives paraguayennes, et les Boliviens avaient depuis 1928 grignoté du terrain vers le sud et vers l'est. Début 1932, ils contrôlaient pratiquement la moitié du Chaco, sans véritables faits de guerre.

Ce sont cependant des timbres-poste qui ont causé le déclenchement d'une véritable guerre.

- En 1928, la Bolivie émet un premier timbre, représentant la carte du pays, mais où le Chaco entier est considéré comme territoire bolivien. La mention ne laisse subsister aucun doute : "Chaco Boliviano".



1928, n° 163

Premier timbre bolivien avec la carte du pays et la mention "Chaco Boliviano"

- En 1930, 1932, 1933 et jusqu'au 1^{er} février 1935, la Bolivie persiste dans cette provocation : toujours la même mention "Chaco Boliviano".



1930, n°s 171/173

Même carte de la Bolivie, avec la mention "Chaco Boliviano"



1932, n° 178

1933, n°s 180 & 181

Même carte de la Bolivie, avec la mention “Chaco Boliviano”



1935, n°s 190/203 & P.A. n°s 19/28

Même carte de la Bolivie, avec la mention “Chaco Boliviano”

- Il est évident que le Paraguay ne pouvait pas tolérer cet affront. Déjà en 1924, le pays avait émis des timbres représentant la carte du Paraguay, mais il avait eu la délicatesse de ne pas indiquer les frontières.



1924, n°s 245/248 (c = campaña)
Carte du Paraguay sans indication de frontières (c = campaña)

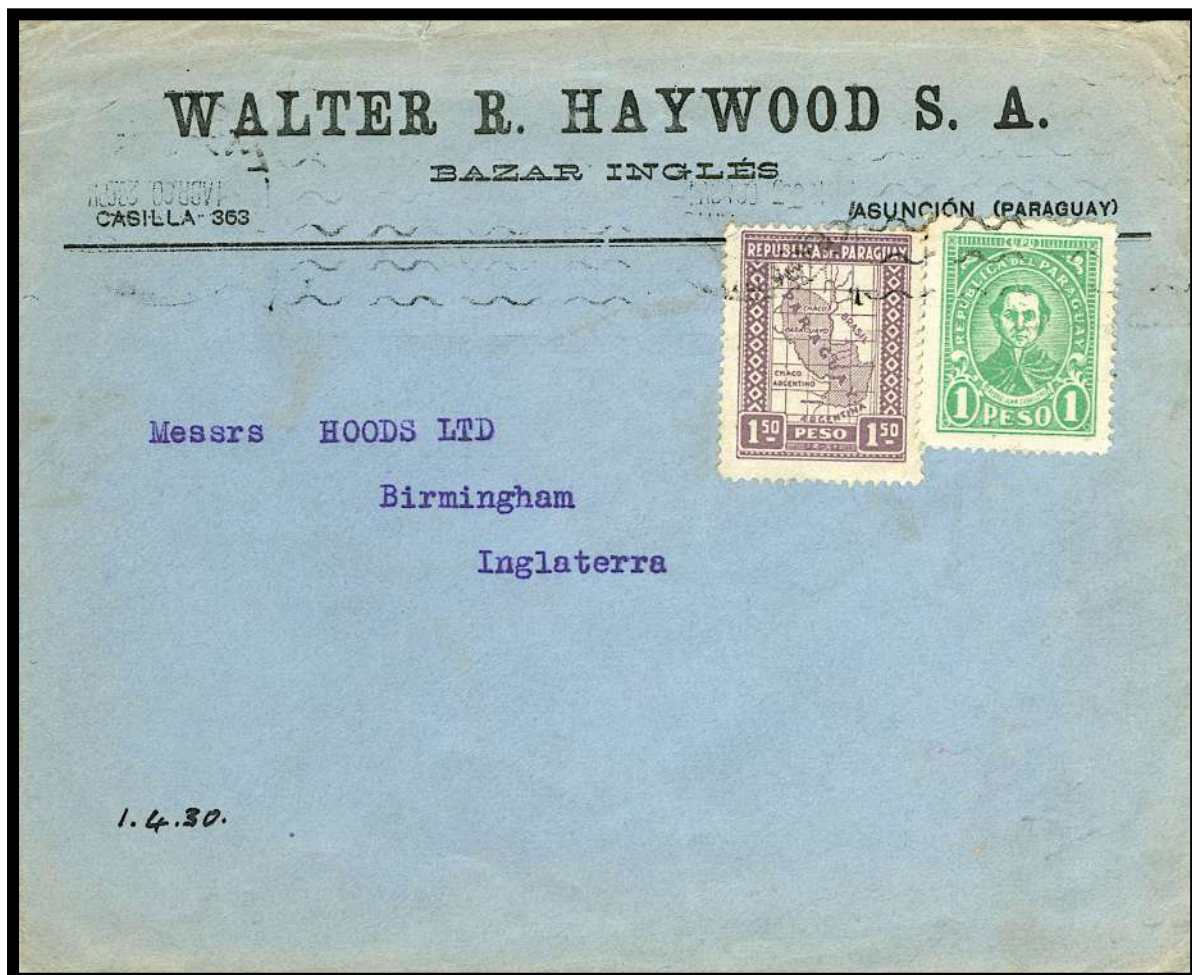
- Mais de 1927 à 1935, le Paraguay émet à son tour régulièrement de nouveaux timbres, cette fois-ci avec des frontières bien marquées et la mention “Chaco Paraguayo”.



1927-1929, n°s 272/273, 278/280 & 284/285 (c = campaña)



1929-1935, n°s 306 & 316 (c = campaña)
Carte du Paraguay, avec des frontières bien marquées et la mention “Chaco Paraguayo”



*1^{er} avril 1930 : Lettre du Paraguay avec les timbres n°s 273 et 271
Sur le timbre, le Chaco fait partie du Paraguay*

- Mais en 1932, le Paraguay va plus loin : en réponse à la provocation bolivienne, il émet des timbres avec une carte détaillée du Chaco, comprenant l’affirmation : “El Chaco Boreal ha sido, es, y será del Paraguay”. C’est la goutte qui fait déborder le vase, et la guerre commence pendant l’été 1932. Le premier fait d’armes est l’attaque par l’armée paraguayenne du fort Boquerón, en septembre 1932. C’est une victoire du Paraguay, mais sans conséquences sur la suite de la guerre.



*Bolivie, 1994, n° 876
Commémoration de l’héroïque défense du fort Boquerón par les troupes boliviennes*



1932-1936, n°s 333/337 & Service n° 91 (c = campaña)
 Carte géographique avec la mention "Chaco Paraguayo".
 Le texte ne laisse plus planer de doute : "El Chaco Boreal ha sido, es, y será del Paraguay"



1937 : Lettre du ministère paraguayen de la justice à Asunción, vers Buenos Aires
 Quatre exemplaires du timbre de service n° 91

Dans les deux pays, la propagande ne s'effectue pas seulement avec des timbres-poste, mais aussi avec des slogans repris dans les affranchissements et avec des vignettes patriotiques.

Il y a par exemple le cachet d'oblitération bolivien, dont quelques exemples sont montrés :

*El Chaco Boreal
es y será siempre de Bolivia
is and will always be Bolivian
est et sera toujours bolivien
ist und wird immer Bolivien sein*



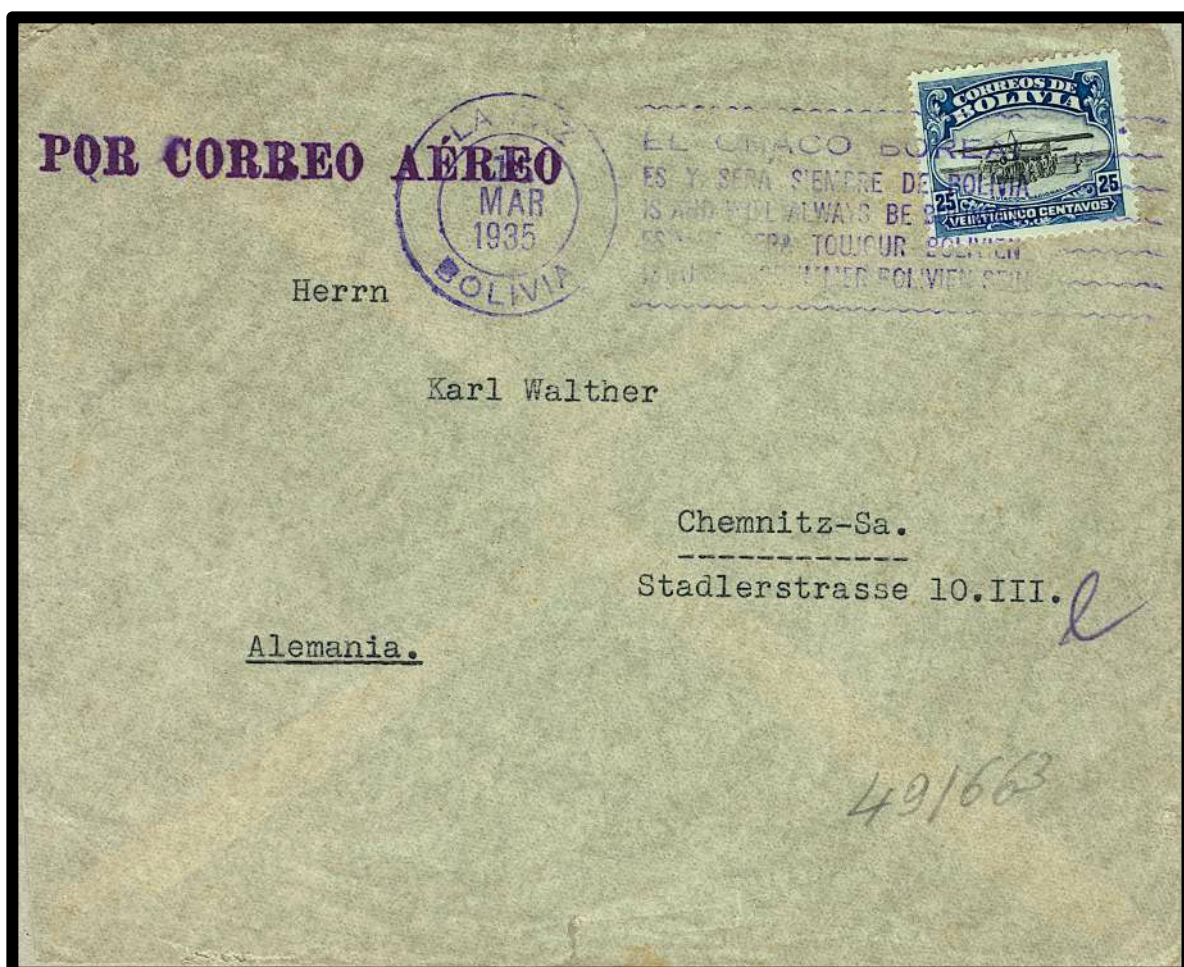
Septembre 1937 : Lettre bolivienne de poste aérienne vers l'Allemagne, par "Condor", avec le cachet de propagande en quatre langues



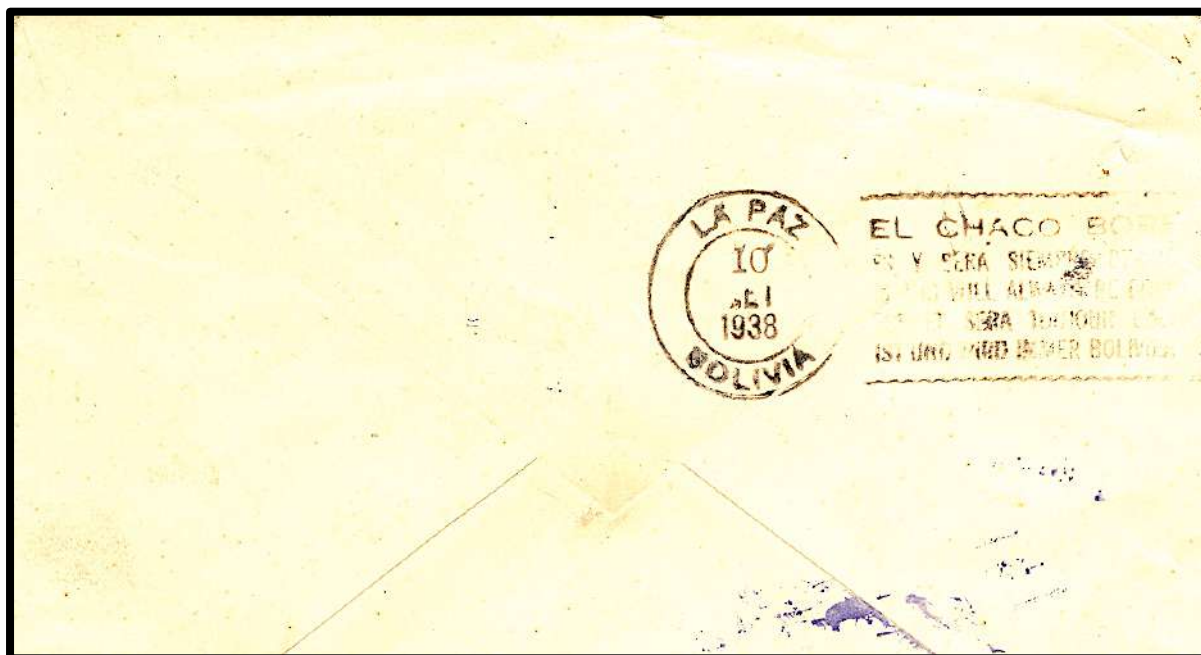
1936 : Verso d'une lettre bolivienne avec le cachet de propagande en quatre langues



1938 : Lettre bolivienne de poste aérienne, avec le cachet de propagande en quatre langues au verso



1935 : Lettre bolivienne de poste aérienne, avec le cachet de propagande en quatre langues au recto



1938: Verso d'une lettre bolivienne avec le cachet de propagande en quatre langues

Certains cachets, plus rares, présentent un autre texte de propagande: "El Chaco Boreal / ha sido, es y será de Bolivia / por el Derecho y el esfuerzo / de sus hijos".



1935 : Carte postale avec un autre texte de propagande apposé avec un cachet spécial

Comme on peut le constater, ces cachets furent encore employés jusqu' en 1938 !

Le Paraguay préfère effectuer sa propagande avec des vignettes nationalistes, émises par la *Legión Civil Extranjera*, dont le texte souligne les droits du pays sur le Chaco. Trois exemples en sont montrés .

La propagande à coup de timbres, de cachets et de vignettes s'est poursuivie pendant toute la guerre. Les militaires paraguayens disposaient d'enveloppes en franchise postale, dont le devant mentionnait le fait que la Bolivie avait déjà officiellement renoncé au Chaco depuis 1879 :

"No vengo a presentar alegato ni memorandum ninguno basado sobre cédulas reales, porque tengo la conciencia de que Bolivia no tiene derecho al territorio del Chaco, poseído por el Paraguay desde tiempo immemorial"

Palabras del Dr. Antonio Quijarro, Ministro Plenipotenciario de Bolivia en Asunción en 1879.

Au verso était marqué :

*Correspondencia del Soldado
Chaco Paraguayo*



1933 : Lettre du Paraguay pour l'Autriche

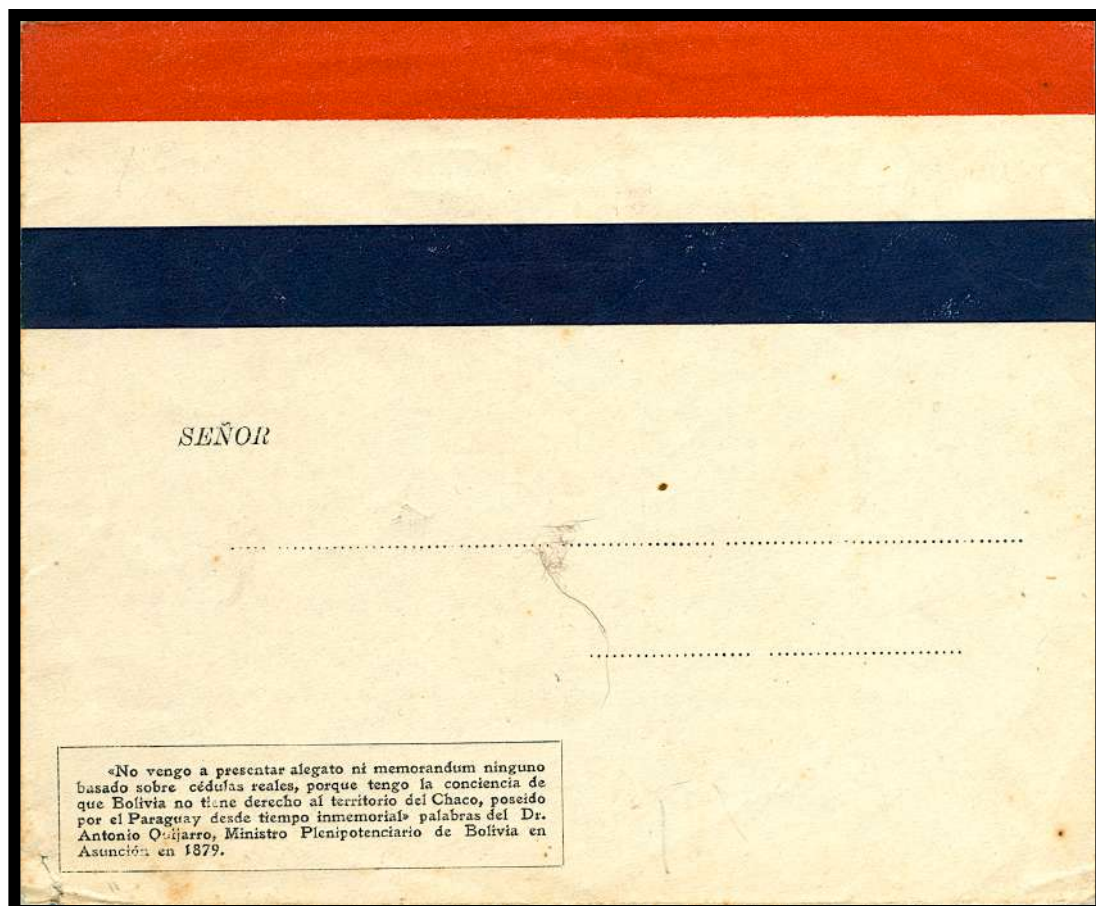
Le texte de la vignette précise : "Paraguay asks that the whole Chaco question be submitted to arbitration"



1934 : Lettre du Paraguay pour l'Allemagne. Au verso, trois vignettes de propagande dont le texte, en langue allemande, souligne les droits du Paraguay sur le Chaco.



1932 : Lettre d'un soldat, avec au verso deux vignettes de propagande, soulignant les droits du Paraguay sur le Chaco



*Enveloppe en franchise postale pour les soldats, avec texte de propagande :
Correspondencia del Soldado / Chaco Paraguayo*



*Correspondencia del Soldado
Chaco Paraguayo*

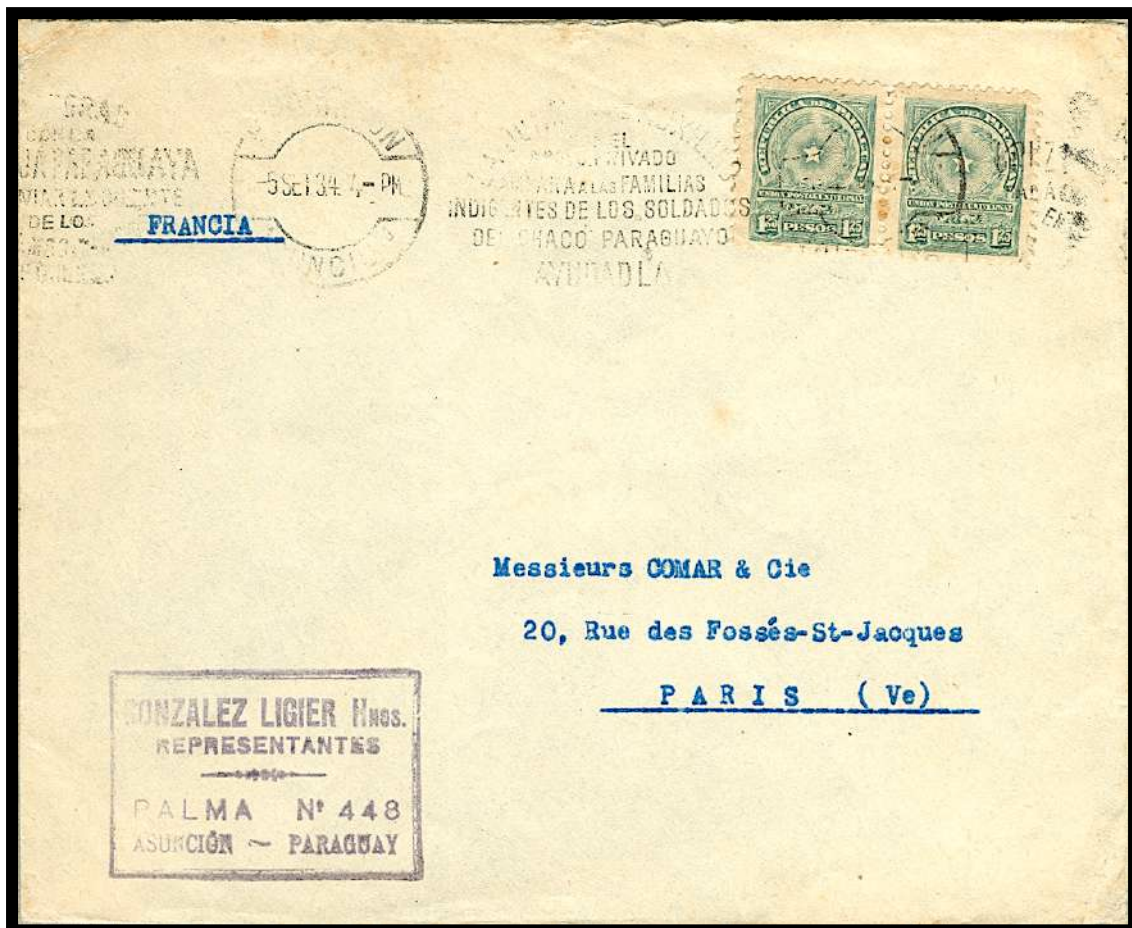
Il est évident que la guerre engendrait la misère et la désolation auprès de la population civile. Au Paraguay, des cachets spéciaux furent utilisés, avec les textes suivants, dont deux exemples sont montrés :

*La Junta N de Auxilios
con el
apoyo privado
ampara a las familias
indigentes de los soldados
del Chaco Paraguayo
Ayudadla*

*Colaborad
con la
Cruz Roja Paraguaya
para aliviar la suerte
de los
enfermos y heridos
de guerra*

(Premier texte : L'association N d'assistance soutient, de concert avec l'aide privée, les familles nécessiteuses des soldats du Chaco paraguayen. Aidez-la !

Deuxième texte : Collaborez avec la Croix-Rouge du Paraguay pour adoucir le sort des indigents et des blessés de guerre.)



1934 : Lettre d'Asunción à Paris, présentant les deux cachets.



1934 : Lettre d'Asunción à Montréal, présentant les deux cachets

Les puissances occidentales européennes suivirent ce conflit avec grand intérêt, parce que d'une part, le chef d'état-major de l'armée bolivienne était le colonel allemand Hans Kundt, tandis que d'autre part, le chef d'état-major de l'armée paraguayenne était José Félix Estigarribia, qui avait reçu son instruction militaire en France et en Afrique du Nord, et qui avait été un élève du maréchal Foch.

Estigarribia, après une courte période de disgrâce, fut élu plus tard à la présidence du Paraguay, en 1939, mais il mourut le 7 septembre 1940 dans un accident d'avion. C'est un vétéran de la guerre du Chaco, Alfredo Stroessner, qui sera plus tard, de 1954 à 1989, président - et dictateur - du Paraguay.



*2014, n° 3168
José Félix Estigarribia*



*1940, nr° 402
Timbre de deuil pour la mort du président
José Félix Estigarribia
(21 février 1888 - 7 septembre 1940)*



1978, n°s 1667A/1667C & P.A. n°s 808A/808C
Entrée des restes de José Félix Estigarribia
dans le "Salon de Bronze", la galerie des héros nationaux du Paraguay



1939 : Lettre du Paraguay vers l'Allemagne, avec marque de censure allemande
Le cachet mentionne : "Transmisión del mando / presidencial al
General / José F. Estigarribia / 15 de Agosto de 1939"

Tout le monde croyait que l'armée bolivienne, moderne et bien équipée, n'allait faire qu'un bouchée du Paraguay. Un exemple : la force aérienne paraguayenne était constituée de huit avions de bombardement et de quatre chasseurs datant de la première guerre mondiale, et l'artillerie comptait en tout 32 canons. Les fusils avaient le surnom de "mata-Paraguayos" (= tueurs de Paraguayens), parce qu'ils explosaient souvent entre les mains du soldat paraguayen qui s'en servait. Il faut mentionner que la Belgique était le principal fournisseur d'armes au Paraguay.

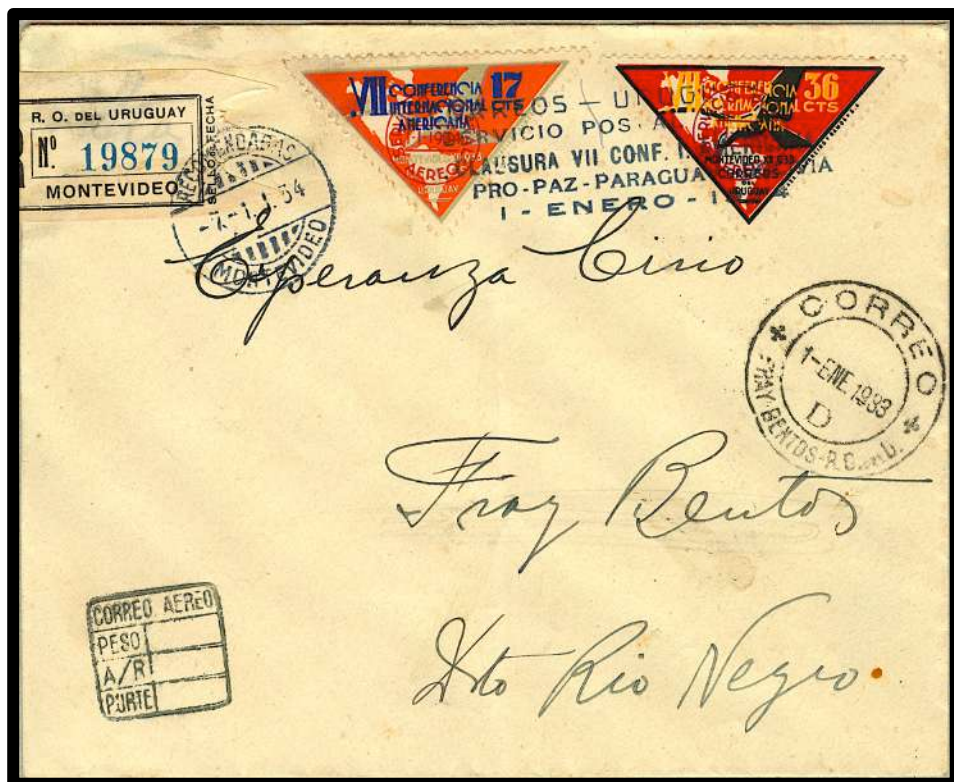
Mais le Paraguay disposait, malgré sa nette infériorité en effectifs et en matériel, de certains atouts qui furent fortement sous-estimés par la Bolivie :

- Une incroyable capacité d'adaptation au terrain, avec une résistance tenace contre la chaleur et l'absence d'eau potable. Hans Kundt avait nettement négligé cet aspect.
- Une très forte compétence tactique de la part de l'état-major paraguayen, en premier lieu de José Estigarribia.

Contre toute attente, le Paraguay joua le rôle de David contre Goliath. Une offensive de grande envergure fut rapidement couronnée de succès, et les Paraguayens, profitant au maximum de leur connaissance du terrain, infligèrent quelques sévères défaites à la Bolivie (juillet 1933 : bataille de Nanawa, et décembre 1933 : bataille de Zenteno).

Suite à ces défaites, l'Allemand Kundt fut limogé en Bolivie et remplacé par Enrique Peñaranda. Sous le commandement de celui-ci, la Bolivie reprit l'offensive. Les deux armées allèrent jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, mais en décembre 1934, le Paraguay obtenait la victoire décisive dans la bataille de Cañada el Carmen.

Une première tentative pour trouver une solution par voie diplomatique à ce conflit se déroula à la septième "Conferencia Internacional Americana", tenue à Montevideo (Uruguay) du 3 au 26 décembre 1933. Cette tentative se solda par un échec, et le compte-rendu final se limitait à des "conseils" et des "avis".



1^{er} janvier 1934 : Lettre de Montevideo à Fray Bentos (la capitale du département du Rio Negro).

Timbres n^{os} 465 & 467, d'une série de six (n^{os} 462/467)

Cachet spécial pour la clôture de cette 7^e conférence internationale américaine :

Correos - Uruguay / Servicio Postal /

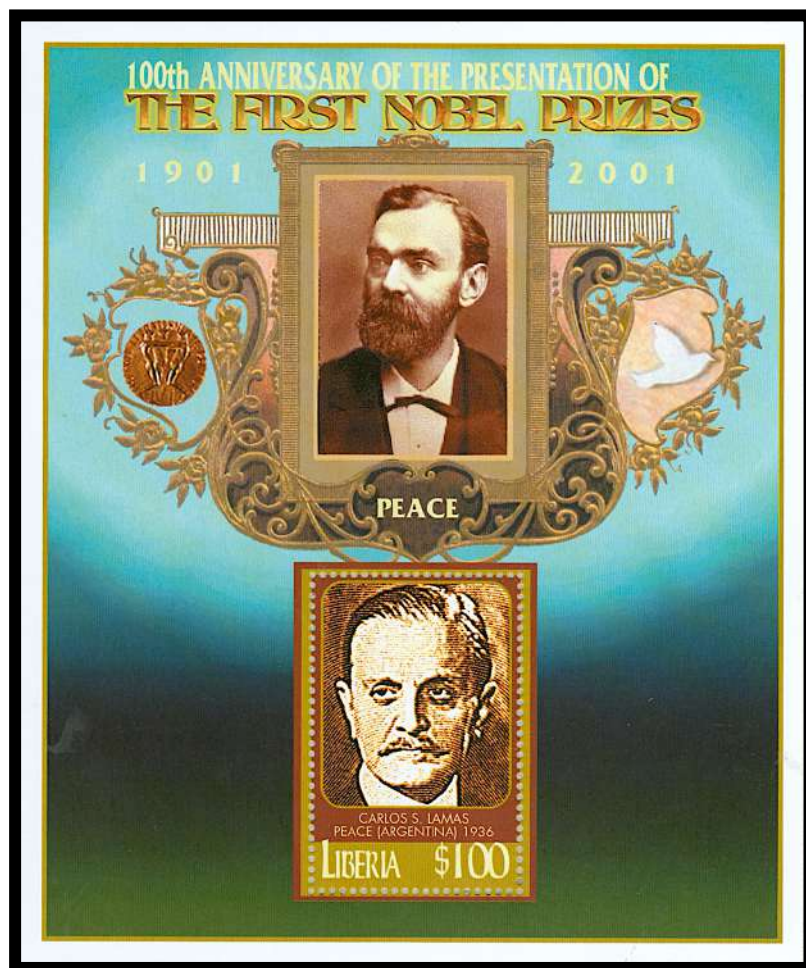
Clausura VII Conf. I. Americana / PRO - PAZ - PARAGUAY - BOLIVIA / 1 - Enero - 1934

Il faut remarquer que le préposé a oublié, sur le cachet de droite, de remplacer l'année 1933 par 1934. On était le 1^{er} janvier !

Finalement, il fallut attendre le 12 juin 1935 pour qu'un armistice soit signé à Buenos Aires, en Argentine, surtout grâce aux efforts du ministre argentin des Affaires étrangères Carlos Saavedra Lamas, à qui fut attribué en 1936 le prix Nobel de la Paix, pour sa médiation dans le conflit entre le Paraguay et la Bolivie.



Argentine, 1976, n° 1061



Libéria, 2001, bloc 459A

Carlos Saavedra Lamas, prix Nobel de la Paix en 1936

Ensuite, après trois années de négociations pénibles, un traité de paix fut signé à Buenos Aires le 21 juillet 1938. Ce traité confirmait que la plus grande partie du Chaco appartenait définitivement au Paraguay, mais la Bolivie obtenait son accès à l'océan Atlantique en recevant la libre circulation navale sur le fleuve Paraguay. Une guerre pour rien...

Le Paraguay était donc contre toute attente le vainqueur final de cette guerre, qui avait fait plus de 150 000 victimes. Plus que les armes, ce sont la faim, la soif, les privations, les maladies, les infections et le paludisme qui ont coûté la vie à tant de pauvres gens.

Il est évident que le Paraguay ne négligea pas d'émettre de très nombreux timbres pour commémorer cette victoire et cette paix avantageuse.



*Armoiries du Paraguay et des six nations participantes
à la conférence de paix de Buenos Aires*

Drapeaux du Paraguay et de la Bolivie



Uruguay, président Baldomir



Perú, président Benavides



États-Unis, l'aigle américain



Chili, président Alessandri



Brésil, président Vargas



Argentine, president Ortiz



*Carte du Paraguay où le doute n'est plus permis : "Chaco Paraguayo"
1939, n°s 375/381 & LP 107/114
Commémoration de la paix du Chaco, signée en 1938 à Buenos Aires*



*1942, n°s. 410/412
Surcharge "Habilitado"*



*1941, n° 409
Visite du président Vargas
(Brésil) au Paraguay*



*1944, n° 436A
Pour les victimes
du tremblement de terre de San Juan*

Il est normal que le nombre de timbres commémorant le conflit et la paix du Chaco soit nettement plus restreint en Bolivie : une surcharge en 1966, et quelques timbres en 1991, 1995, 1997 et 1999.



*1966, P.A. n° 244
Surcharge pour le 25^e anniversaire
de la paix du Chaco*



*1991, n° 774
56^e anniversaire de l'armistice.
Inauguration de l'autoroute "Héros du Chaco"*



*1995, n° 895
60^e anniversaire de l'armistice*



*1997, n° 940
Monument aux morts
de la guerre du Chaco, à Tarija*



*1999, n° 1017
Film bolivien
"La campagne du Chaco" (1933)*

Le Paraguay par contre ne rata pas une occasion pour commémorer la victoire et honorer les vétérans du Chaco. La première série fut déjà émise début 1940.



Soldat



Femme avec une cruche d'eau



Paysan au labour



Gaucha avec son troupeau



Le Rio Paraguay



Char à boeufs



*Troupeau
1940, n°s 386/393*



Chutes de Pirareta

Premier anniversaire de la paix du Chaco



*1961, n°s 605/609 & P.A. n°s 282/282 :
150° anniversaire de l'indépendance du Paraguay
et commémoration de la paix du Chaco*



1957, mrs. 532/543 & LP n°s 225/237
Timbres d'usage courant en l'honneur des héros du Chaco



*1985, n°s 2166A, 2183 & P.A. n° 993 :
50^e anniversaire de l'armistice*

La première victime paraguayenne de la guerre du Chaco a également été honorée par deux timbres en 2007. Il s'agit du lieutenant Adolfo Rojas Silva, pour le 80^e anniversaire de sa mort.

Il est né à Asunción le 22 février 1906. En janvier 1927, il fut nommé commandant des forts avancés de Nawana et d'Orihuela, dans le Chaco. S'étant avancé avec sa patrouille, qui poursuivait des voleurs de bétail, jusqu'aux abords de la rivière Confuso, il s'était fortement approché du fort bolivien Sorpresa, où le capitaine Antonio González tenait le commandement.

Invité par celui-ci à passer la nuit au fort, il fut désarmé et emprisonné avec ses hommes après le souper. Le lendemain, 25 février 1927, Adolfo Rojas Silva tenta de prendre la fuite, mais il fut abattu par le caporal bolivien Froilan Tejerina.

Il est considéré au Paraguay, du fait d'avoir été la première victime de la guerre du Chaco, comme un héros national.



*2007, n°s 2971/2972
Le lieutenant Adolfo Rojas Silva*

Ce n'est qu'à partir du début du XXI^e siècle que des commémorations communes ont lieu entre les deux pays.

Une première exposition philatélique commune "Paz del Chaco" a eu lieu à Asunción en 1999, une deuxième à La Paz en 2001.



1999, n° 2782 :

Surcharge pour l'exposition philatélique "Paz del Chaco" à Asunción en 1999



2001: Entier postal roumain pour l'exposition philatélique "Paz del Chaco" à La Paz, en Bolivie, du 13 au 21 juillet 2001



2001, n°s 2826A/2826B

Exposition philatélique "Paz del Chaco" à La Paz, en Bolivie, du 13 au 21 juillet 2001



2007, n°s 2980/2981

Exposition philatélique commune Bolivie-Paraguay "Paz del Chaco '07", tenue à Asunción en 2007

Des timbres-poste ont été à l'origine d'une guerre atroce, mais il est cependant réjouissant de constater que la réconciliation se fait par l'entremise d'expositions philatéliques communes.

Bibliographie:

- Jacques Soustelle, *La Guerre du Chaco*, Revue "Historia", nr. 461, mai 1985.
- Brian Moorhouse, *Tierra del Fuego 1891 & Chaco War 1932-1935*, éd. Heinrich Koehler / Corinphila 2019.

Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

2) Guatemala – Belize

Un bel exemple où des timbres-poste ont été employés comme moyens de propagande dans un conflit est le conflit latent entre deux pays de l'Amérique centrale : Guatemala et Belize.

Ces deux pays ont une culture et un passé communs : ils sont tous deux issus de la civilisation des Mayas, qui était surtout présente dans la partie méridionale du Mexique.



Dès le début du XVI^e siècle, toute la région était aux mains des Espagnols, et les deux pays faisaient partie de la vice-royauté espagnole de la Nueva España. Comme partout en Amérique centrale et méridionale, la région fut entièrement pillée par les Espagnols, et la population, réduite à l'esclavage, servait de main-d'œuvre aux colons espagnols qui venaient s'enrichir en Amérique.

Mais la révolte grondait, et lorsque la puissance politique et militaire espagnole s'effondrait au début du XIX^e siècle, la population locale proclama son indépendance le 15 septembre 1821. Le Guatemala indépendant accepta d'abord de s'intégrer dans le premier Empire mexicain, qui cessa déjà d'exister en 1823.

Cinq pays (El Salvador, Nicaragua, Guatemala, Costa Rica et Honduras) s'associèrent alors pour créer les "États-Unis d'Amérique centrale", mais cette entité se désintégra en 1839 après une longue suite de désaccords.

Le Guatemala, de nouveau indépendant, connut alors plusieurs gouvernements très conservateurs, dont le plus important était celui du dictateur Rafael Carrera, "président" de 1844 à 1865.



1907, n° 137 :

La déclaration d'indépendance du Guatemala en 1821



2010, n°s 622/623 & bloc 43 :

Le président Rafael Carrera à la bataille de La Arada, en 1851

Mais pendant ce temps, les choses évoluaient d'une façon différente dans l'actuel Belize.

Les conflits entre la Grande-Bretagne et l'Espagne pour le contrôle de ce territoire dataient déjà de l'époque coloniale. L'affaiblissement de l'Espagne attirait de plus en plus d'Européens du Nord, surtout des Anglais, vers cette région. Ils ne se souciaient pas le moins du monde des lois et règlements espagnols, et cherchaient avant tout à s'enrichir par le commerce de bois précieux, comme l'acajou.

Après des frictions continues entre les autorités espagnoles et les nouveaux arrivants de l'Europe du Nord, le traité de Paris de 1763, et ensuite le traité de Versailles de 1783 confirmaient la souveraineté absolue de l'Espagne sur la région, mais accordaient aux Anglais tous les droits de s'y installer et de s'y occuper de l'abattage et du commerce des bois précieux.



*Honduras britannique, 1938, n°s 123 & 128 et 1953, n°150
Les timbres montrent l'importance des bois précieux pour l'économie*

Après l'effondrement de l'Empire colonial espagnol en Amérique, le nouvel État indépendant Guatemala reprit à son compte les revendications espagnoles, et essaya à son tour d'obtenir la souveraineté sur ce qui est maintenant le Belize.

Mais les intérêts économiques, basés sur le commerce de l'acajou, y étaient devenus tellement importants pour la Grande-Bretagne, que celle-ci refusa de céder le territoire au Guatemala, et elle imposa le 13 avril 1859 un traité avec le Guatemala, où la souveraineté anglaise était reconnue et les frontières fixées. Pour bien souligner le caractère anglais de la région, Londres donna en 1862 au territoire de Belize le statut de colonie anglaise, sous le nom de Honduras britannique.



*Honduras britannique, 1938, n° 129 & 1953, n° 147
Armoiries de la colonie du Honduras britannique*

Pendant la présidence guatémaltèque du président Barrios (1873-1885), le pays proclama sans interruption sa revendication sur le Honduras britannique, mais il fut finalement contraint en 1884 de reconnaître la souveraineté anglaise, à condition que l'administration anglaise accepte de construire une route reliant Guatemala City à la mer des Caraïbes.

Mais cette route ne fut pas construite, et l'irritation guatémaltèque s'accrut de plus en plus.



1924, n° 210

1955, n° 266

1929, n° 233

Le président Justo Rufino Barrios

Le Guatemala relança donc ses revendications sur le Honduras britannique, mais, pauvre et faible, le pays ne disposait pas des moyens militaires, politiques ou économiques pour faire valoir ses droits.

Le Guatemala passa alors progressivement, aussi bien politiquement qu'économiquement, entièrement aux mains de l'*United Fruit Company*, un géant américain du commerce de fruits, véritable entreprise multinationale avant la lettre.

Cette entreprise prenait toutes les décisions, avec l'accord tacite des États-Unis (Foster Dulles, qui fut très longtemps le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, en était un des principaux actionnaires !). Elle disposait de capitaux américains énormes, et avait tout avantage à garder un statu quo dans la région. Ce statu quo impliquait que l'argent américain passait dans les poches de quelques dictateurs successifs très conservateurs, au détriment de la population qui restait socialement et économiquement réprimée. Les deux marionnettes principales entre les mains de l'*United Fruit Company* étaient Manuel José Estrada Cabrera (président de 1898 à 1920) et Jorge Ubico (président de 1931 à 1944).



1911, n° 146



1917, n° 160

Le président José Estrada Cabrera



1918, n° 161



1938, P.A. n° 96

Le président Jorge Ubico

Lorsque ce dernier sentit sa popularité s'effriter, il relança le vieux conflit du Honduras britannique, pour remonter le terrain et regagner la confiance de la population. C'était une véritable manœuvre de diversion.

Et pour la première fois, des timbres représentant des cartes géographiques furent émis comme propagande visuelle, pour souligner les aspirations guatémaltèques.

Au départ, en 1936 et 1937, les cartes étaient "correctes", avec des frontières exactes, mais avec la mention "Belize" au lieu de "British Honduras", pour la région située entre le Guatemala et l'océan Atlantique.



1936, n° 278 1937, n° 294

La carte géographique "correcte"

Devant l'absence de réaction de la Grande-Bretagne, le Guatemala alla plus loin en 1939 : le timbre de 1936 fut réémis, mais avec une carte modifiée, où le Honduras britannique avait cessé d'exister et était devenu une partie intégrante du territoire guatémaltèque ! Ce même timbre parut encore en 1948, avec une surcharge pour la poste aérienne.



1939, n° 303



1948, P.A. n° 159

La carte modifiée, où le Honduras britannique est devenu guatémaltèque

En 1940, le président-dictateur Ubico proclama l'invalidité du traité de 1859, parce qu'il avait été signé par le Guatemala "sous la contrainte". Ubico considérait le Honduras britannique comme une partie de l'héritage espagnol, mais la Grande-Bretagne répliquait - à juste titre - en affirmant qu'il n'y avait jamais eu qu'une présence espagnole infime dans cette région.

Les revendications guatémaltèques persistèrent même après la chute d'Ubico en 1944, et en 1945, un décret officiel fut promulgué, affirmant que Belize faisait partie du territoire guatémaltèque : dans la nouvelle constitution, Belize devenait le 23^e département du Guatemala.

Cela se retrouve depuis dans de très nombreuses émissions de timbres-poste, jusqu'en 1984 : sur chaque carte géographique représentée, le Belize fait partie du Guatemala.



1956, n° 379



1951, n° 350



1956, P.A. n° 217



1956, P.A. n°s 211/213



1971-1972, P.A. n°s 470 & 476/478



1984, P.A. n° 784

Et les autorités guatémaltèques allèrent encore plus loin : pour ceux qui auraient encore des doutes ou des scrupules, des nouveaux timbres furent émis en 1959 et en 1967, la première fois avec la surcharge “Belize es nuestro”, la deuxième fois avec le texte “Belize es de Guatemala”.



1959, P.A. n° 243



1967, n°s 404/406

À partir de 1954, le sentiment national fut fortement gonflé au Guatemala par une succession de gouvernements militaires de droite, qui étaient presque toujours arrivés au pouvoir par un “coup”, et qui essayaient de détourner la population des problèmes économiques et sociaux en répétant sans cesse les revendications du pays sur le Honduras britannique.



1956, P.A. n° 222
Le président Carlos Castillo Armas
(1954-1957)



1970, n° 425
Le président Carlos Arana Osorio
(1970-1974)

Cette revendication sans cesse répétée eut une conséquence : l'indépendance promise au Honduras britannique fut plusieurs fois remise. La Grande-Bretagne se rendait parfaitement compte que, dès que les forces britanniques auraient quitté les lieux, le Guatemala ne ferait qu'une bouchée de Belize.

C'est pourquoi le processus de décolonisation fut très long au Honduras britannique :

- En 1960, la colonie reçut une nouvelle constitution.



*Honduras britannique, 1960, n°s 162/165
La nouvelle constitution*

- En 1961, des négociations furent entamées entre la Grande-Bretagne et le Guatemala, mais elle furent déjà suspendues en 1963.

- En 1964, la Grande-Bretagne accorda une autonomie limitée au Honduras britannique, pour répondre aux efforts du leader local George Price.



*Honduras britannique 1964, n°s 185/189
L'autonomie limitée accordée au Honduras britannique (surcharge "Self Government")*

- En 1965, les deux pays se mirent d'accord pour demander l'arbitrage diplomatique des États-Unis. Mais ceux-ci, surtout pour des raisons économiques, choisirent nettement le camp du Guatemala et de son gouvernement de droite. Cela était inacceptable aussi bien pour la Grande-Bretagne que pour la population locale, qui aspirait à l'indépendance.

- En 1972, l'on était à deux doigts de la guerre : la Grande-Bretagne envoya un contingent armé dans sa colonie, et la Royal Navy effectua des manoeuvres dans les eaux locales. Le Guatemala avait lui aussi décrété la mobilisation générale.

- En 1973, le Honduras britannique retrouvait son nom initial, Belize.



*Belize, 1973, n°s 310, 312 & 314
Surcharge "Belize" sur des timbres du Honduras britannique*

- Entre 1975 et 1981, la demande d'indépendance devint de plus en plus forte, et cette demande trouva de plus en plus d'appuis aussi bien aux Nations-Unies que dans les pays voisins (d'abord Cuba, ensuite le Mexique, le Panama, le Nicaragua, etc.)

- Le 21 septembre 1981, cette indépendance fut enfin proclamée, avec l'accord du bout des lèvres de la Grande-Bretagne. Soumis à une forte pression internationale, le Guatemala fut forcé en 1992 de reconnaître cette indépendance. Mais déjà en 1994 et surtout en 1998, le pays revint à la charge, en revendiquant des grandes parties du territoire bélizien. Ne trouvant aucun appui international, le Guatemala essaie maintenant de parvenir à ses fins d'une façon plus subtile, en stimulant l'envoi de "squatters" dans la forêt tropicale du Belize, pour y effectuer des coupes de bois illégales. Ce n'est pas fini...



Belize, 1981, n°s 538, 539 & 545



*Belize, 1981, n° 546
Surcharge "Independence 21 Sept. 1981"*

Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

3) Le canal de Panama

L'idée de creuser un canal en Amérique centrale pour relier l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, et d'éviter ainsi le long contournement de l'Amérique du Sud et le passage du cap Horn, date déjà du début du XIX^e siècle. Ce sont surtout les articles d'Alexander von Humboldt qui firent germer cette idée.

Entre 1850 et 1875, l'on se limita à des études préliminaires, qui eurent pour résultat de démontrer qu'il n'y avait que deux options réalisables : la traversée de Panama (alors une partie de la Colombie) ou celle du Nicaragua.



Carte géographique représentant les deux trajets proposés pour le canal

Après l'achèvement réussi du canal de Suez en 1869 par les Français, sous la direction de Ferdinand de Lesseps, la France se présenta comme le principal promoteur pour la construction de ce nouveau canal.

C'est avec cette ambition que fut fondée la "*Société internationale du Canal interocéanique*", et Ferdinand de Lesseps accepta la tâche de construire le canal américain. Mais il se heurta dès le début à d'énormes difficultés, nettement plus importantes qu'en Égypte pour le canal de Suez : Lesseps avait fortement sous-estimé la dureté du sous-sol rocheux, les grandes variations d'altitude et surtout le climat extrêmement insalubre, où régnait la malaria et la fièvre jaune.



1955, n° 301



*1955, P.A. n° 141
Ferdinand de Lesseps*



1996, n° 1132

Les travaux commencèrent cependant au début de 1882, mais les problèmes s'accumulèrent rapidement : 22 000 ouvriers y perdirent la vie entre 1882 et 1889. Cela nécessita l'arrêt des travaux en 1889, engendrant la faillite de la compagnie française et causant un immense scandale politique en France.



*1955, n° 302
Les premières excavations françaises*

Une nouvelle compagnie fut fondée en France, la “Compagnie Nouvelle du Canal de Panama“, ayant pour but l'achèvement des travaux, mais le manque de confiance était très fort, et les investisseurs se firent rares. La nouvelle compagnie dut se résoudre à se limiter à un vague entretien de ce qui avait déjà été réalisé.

Mais pendant ce temps, les États-Unis commençaient à se rendre compte de l'intérêt économique d'un canal reliant les deux océans. Plusieurs études américaines plaidaient pour la construction de ce canal au Nicaragua.

En 1902, les États-Unis rachetaient à la France les droits légaux pour la construction du canal, mais... c'est un timbre-poste du Nicaragua qui fit pencher la balance en faveur de Panama !

Au Congrès américain, les chances de Panama et du Nicaragua étaient environ à égalité, lorsque les promoteurs de Panama amenèrent un nouvel élément : le danger des volcans au Nicaragua. La crainte d'une catastrophe volcanique était très vive, après l'éruption, le 8 mai 1902, de la Montagne Pelée, en Martinique, qui avait entièrement détruit la ville de St. Pierre et fait 40 000 victimes.

Au Nicaragua, le volcan Momotombo était situé relativement près du trajet projeté pour le canal. Ce volcan avait lui aussi connu une éruption qui avait endommagé le port de Corinto.

L'argument “volcanique” fut exploité à fond par les adversaires du Nicaragua. Mais un sondage, la veille du scrutin définitif au Congrès, montrait quand même un léger avantage en faveur du Nicaragua.

C'est alors que l'ingénieur français Philippe Bunau-Varilla, qui travaillait pour le lobby du Panama, intervint. En tant que philatéliste, il se rappelait que le Nicaragua avait émis en 1900 une série de 13 timbres, montrant le volcan Momotombo surmonté d'une colonne de fumée.



1900, n°s 122, 123 & 124

Timbres du Nicaragua de 1900, montrant le volcan Momotombo surmonté d'une colonne de fumée

Il acheta 90 exemplaires de ces timbres - le Sénat américain comptait alors 90 membres -, et les colla séparément sur 90 feuilles qu'il distribua aux sénateurs. Il avait ajouté le texte : "Ce timbre est la preuve officielle de l'activité volcanique du Momotombo", avec une flèche pointant vers la colonne de fumée.

Et Bunau-Varilla ne fut pas déçu : quatre sénateurs furent impressionnés au point de modifier leur intention de vote, et Panama gagna d'une paire de voix ce scrutin extrêmement serré. Si le canal reliant les deux océans se trouve au Panama, c'est donc bien grâce à un timbre-poste !

L'homme qui montrait le plus de hâte pour la construction du canal était Theodore Roosevelt, président des États-Unis depuis 1901. C'était surtout pour des raisons militaires, afin de pouvoir transporter les navires de la marine américaine le plus rapidement possible d'un océan à l'autre.



1955, n° 303



Can.Z., 1949, n° 108



U.S.A., 1986, n° 1656

Le président Theodore Roosevelt

Mais il y avait un problème : le Panama faisait partie de la république sudaméricaine Colombie ! Ce pays avait même émis en 1887 une série de timbres avec une carte géographique de la région, ne laissant aucun doute que Panama faisait partie du territoire colombien.

Une nouvelle série fut émise en 1892, avec la même carte, mais d'une qualité nettement meilleure : la première série était - très mal - lithographiée, la nouvelle série était gravée.



1887, n°s 5, 6 & 8

Carte sur timbres lithographiés de 1887. La mention est "Colombia"



1892, n°s 11, 12 & 14

Carte sur timbres gravés de 1892. La mention est toujours "Colombia"

Roosevelt entama des négociations avec la Colombie, pour acquérir les droits du canal. C'est ainsi que le 22 janvier 1903 fut signé le traité Hay - Harrán, par lequel la Colombie cédait ses droits sur la zone du canal aux Américains. Mais le Sénat colombien refusa d'entériner ce pacte, et les États-Unis jouèrent alors un jeu très peu reluisant.

Depuis longtemps, une rébellion couvait au Panama contre la Colombie. Entre 1899 et 1902, les conservateurs pro-colombiens s'opposaient, souvent par les armes, aux libéraux, qui aspiraient à l'autonomie et même à l'indépendance de la province du Panama. C'était la "Guerra de los Mil Días", qui connut son apogée avec l'exécution à Panama du leader libéral Victoriano Lorenzo, le 15 mai 1903.



1973, n° 556

Victoriano Lorenzo

Roosevelt accorda un appui sans réserves aux libéraux panaméens, leur promettant l'indépendance s'ils acceptaient de concéder ensuite la zone du canal aux États-Unis.

Plusieurs leaders libéraux (José Agustín Arango, Manuel Amador Guerrero, Carlos Constantino Arosemena, le général Nicanor de Obarrio, Ricardo Arias, Federico Boyd, Tomás Arias et Manuel Espinosa) s'associèrent et formèrent une junte qui déclencha la guerre contre la Colombie.



Manuel Amador Guerrero



José Agustín Arango



Federico Boyd



Ricardo Arias



Manuel Espinosa



Carlos Constantino Arosemena



Nicanor de Obarrio



Tomás Arias

1948, P.A. n°s 85/92



1953, n° 292
Les huit membres de la junte révolutionnaire

Plusieurs notables colombiens, avec à leur tête le gouverneur José Domingo de Obaldía et le général Esteban Huertas, choisirent le camp des rebelles panaméens, ce qui donna, en plus de l'aide américaine en argent et en armes, une victoire facile au Panama. Le 3 novembre 1903, l'indépendance du Panama fut proclamée, et dès le lendemain, un gouvernement provisoire fut constitué, avec le trio José Agustín Arango, Federico Boyd et Tomás Arias. En février 1904, Manuel Amador Guerrero devint le premier président de la république panaméenne.



1953, P.A. n° 126
La déclaration d'indépendance



1934, n° 169
José Domingo de Obaldía



1933, n° 168
Le président Manuel A. Guerrero



1953, P.A. n° 130
Au centre, le général Esteban Huertas

Les nouvelles autorités panaméennes ont immédiatement émis des timbres avec la même carte géographique que sur les timbres colombiens précédents : dès 1903, ces timbres colombiens furent surchargés "Panamá" ou "República de Panamá" et en 1905, 1911, 1915, 1930 et 1948, des nouveaux timbres furent émis avec cette carte géographique.



1903, n°s 2, 3, 25 & 41
Surcharge "República de Panamá"



1905-1915, n°s 79, 80, 104 & 105



1930, P.A. n°s 6, 7 & 8



1930, P.A. n°s 10/14



1948, P.A. n° 96

Timbres avec la mention "República de Panamá"

Les États-Unis n'ont pas attendu longtemps pour rappeler aux nouvelles autorités panaméennes leurs exigences concernant la zone du canal : déjà le 18 novembre 1903, donc à peine deux semaines après la proclamation de l'indépendance panaméenne, le nouveau traité Hay - Bunau-Varilla fut signé. Le même Bunau-Varilla, qui avait forcé le choix de Panama au Sénat américain avec les timbres du Nicaragua, officiait maintenant comme envoyé plénipotentiaire du Panama ! Ce traité donnait aux États-Unis tous les droits de construction et d'exploitation du canal, et l'entière propriété de la zone limitrophe.

Les stocks restants de timbres de Colombie et de Panama, ainsi que des timbres américains, furent surchargés à partir du 24 juin 1904 par "CANAL ZONE". Il fallut attendre 1928 pour voir les premiers propres timbres de la zone américaine du canal.



Can.Z., 1904, n°s 10, 12A, 16 & 17

Timbres de Colombie et de Panama avec la surcharge "CANAL ZONE"

John Findlay Wallace fut désigné en 1904 pour diriger les travaux, mais il démissionna déjà en 1905, et la fonction d'ingénieur en chef fut attribuée à Frank Stevens. Il eut la chance de pouvoir compter sur deux éminents assistants : William Crawford Gorgas et le major George Washington Goethals.

Gorgas était à la tête du service sanitaire de l'armée, et grâce à une campagne énergique d'éradication des moustiques, il parvint à vaincre la malaria et la fièvre jaune, qui étaient endémiques dans la région. Cela fit chuter d'une façon spectaculaire le taux de mortalité parmi les ouvriers.

Goethals était un ingénieur extrêmement compétent. Il était d'origine flamande : ses parents, Jan Baptist Goethals et Marie Le Barron étaient des charpentiers de Stekene, en Flandre orientale, qui avaient émigré en Amérique vers 1850. Mais lorsque George W. Goethals fut imposé en 1907 à Stevens par Roosevelt lui-même, Stevens prit fort mal cette désignation et présenta sa démission.



*Can.Z., 1946, n° 110
J.F. Wallace*



*Can.Z., 1946, n° 109
J.F. Stevens*



*Can.Z., 1928, n° 77
W.C. Gorgas*



*Can. Z., 1928, n° 78
G.W. Goethals*



*Can. Z., 1934, n° 86
G.W. Goethals*



*Can. Z., 1968, n° 126
Monument de Goethals à Balboa*

Goethals fut donc l'ingénieur en chef à partir de 1907. Il partagea le travail entre trois équipes :

- "L'Atlantic Division", commandée par le major William L. Sibert.
- La "Pacific Division", commandée par Sydney B. Williamson.
- La "Central Division", commandée par David Du Bose Gaillard.

À cette dernière équipe échet le travail le plus pénible, le creusement de la partie centrale, qui reçut le nom de "Gaillard Cut".



*Can.Z., 1937, n° 87
W.L. Sibert*



*Can.Z., 1940, n° 111
S.B. Williamson*



*Can.Z, 1929, n° 81
D.D. Gaillard*



*Can.Z., 1929, n° 79
Le "Gaillard Cut"*

Goethals eut l'intelligence de recruter d'autres collaborateurs précieux et capables, comme :

- Le colonel Harry F. Hodges, responsable des plans.
- L'amiral Harry Harwood Rousseau, chef du "*Bureau of yards and docks*".
- George Whitefield Davis, premier gouverneur militaire de la zone du canal de Panama (1904-1905).
- Charles Edward Magoon, successeur de Davis comme gouverneur militaire de la zone du canal de Panama (1905-1906).
- Joseph Clay Stiles Blackburn, quatrième gouverneur (1907-1909).
- Jackson Smith, qui s'occupa surtout des aspects sociaux des travailleurs.



*Can.Z., 1928, n° 80
H.F. Hodges*



*Can.Z., 1932, n° 83
H.H. Rousseau*



*Can.Z., 1948, n° 106
G.W. Davis*



*Can.Z., 1948, n° 107
C.E. Magoon*



*Can.Z., 1929, n° 84
J.C.S. Blackburn*



*Can.Z., 1932, n° 82
J. Smith*

Sous la conduite énergique de Goethals, et grâce au soutien inconditionnel des États-Unis, les travaux avançaient favorablement, même plus rapidement que prévu.



*1999, n°s 1192/1193
85° anniversaire du canal. Fresque représentant les travaux*

Le 10 octobre 1913, la dernière digue fut ouverte, et l'eau passa pour la toute première fois d'un océan à l'autre. Le premier bateau à faire la traversée, le 7 janvier 1914, était un vieux cargo français, l'*Alexandre La Valley* : il avait été affrété pour les ultimes travaux.

Une inauguration solennelle avait été programmée, mais le déclenchement de la première guerre mondiale causa l'annulation d'une grande partie des festivités, et la première traversée "officielle" d'un navire, le SS *Ancon*, le 15 août 1914, passa pratiquement inaperçue.

Aussi bien au Panama qu'aux États-Unis et dans la zone du canal, de nombreux timbres furent émis pour commémorer l'ouverture du canal de Panama. Il faut se limiter à en représenter seulement quelques-uns.



*U.S.A., 1913, n° 196
Achèvement du canal*



*U.S.A., 1939, n° 408
Le président T. Roosevelt en G.W. Goethals
25^e anniversaire du canal*



*Panama, 1915, n°s 112, 117 & 118
Quelques timbres d'une grande série du Panama, émise en 1915*



William C. Gorgas



Prés. Manuel A. Guerrero



Prés. Woodrow Wilson



Prés. Belisario Porras



Prés. William H. Taft



Ing. Pedro J. Sosa



Ing. Lucien B. Wise



Ing. Armando Reclus



George W. Goethals



Ferdinand de Lesseps



Prés. Theodore Roosevelt

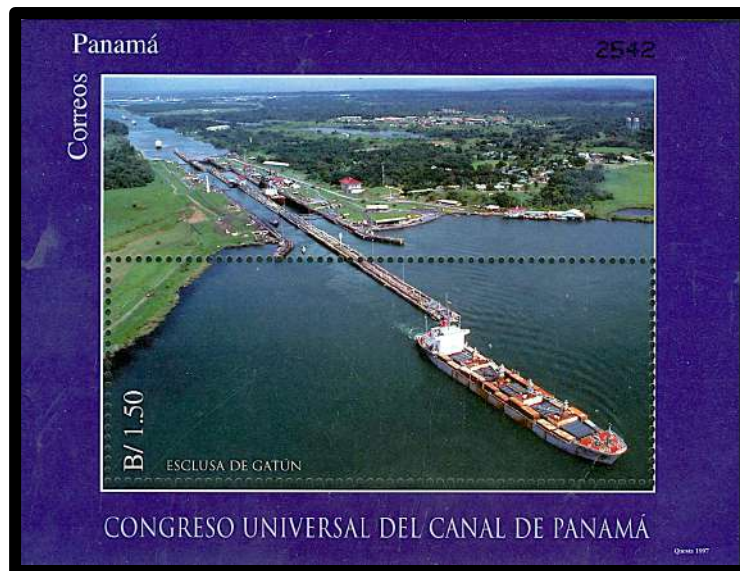
*Panama, 1939, n°s 215/223 & P.A. n°s 48/55
25^e anniversaire du canal*



*Panama, 1989, P.A. n°s 542/543
75^e anniversaire du canal*



*Panama, 1997, n°s 1152/1153
Congrès mondial sur le canal de Panama*



*Panama, 1997, bloc 45
Congrès mondial sur le canal de Panama*

Les Américains possédaient donc les droits de propriété et d'exploitation du canal, ce qui s'avéra extrêmement utile pendant la deuxième guerre mondiale. Mais après la guerre, le Panama commença à demander une révision du contrat, et le 7 septembre 1977, le traité Torrijos-Carter fut signé. Par ce traité, Omar Torrijos, président du Panama, et Jimmy Carter, président des États-Unis, se déclaraient d'accord pour que la zone du canal retourne au Panama après 1999.



*Panama, 1978, n°s 602/605A
Signature du traité Torrijos-Carter en 1977*



*Panama, novembre 2010, n° 1268
30^e anniversaire du traité Torrijos-Carter de 1977 (émis avec trois années de retard !)*

Le 31 décembre 1999, le mandat américain sur la zone du canal prenait fin. L'administration et l'exploitation du canal fut confiée à la "Panamá Canal Authority", sous contrôle panaméen.



*Panama, 1999, n°s 1188/1191
Fin du mandat américain sur le canal de Panama*

Alors que l'on croyait avoir adopté une solution définitive, l'accession de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis au début de 2025 a relancé le problème : il estime, dès le début de sa présidence, que la zone du canal de Panama doit revenir aux États-Unis...

Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

4) Falkland Islands ou Islas Malvinas ?

Les îles Falkland sont un archipel situé dans la partie la plus méridionale de l'océan Atlantique, à environ 460 km à l'est de la côte argentine. Les deux îles les plus importantes de l'archipel sont East Falkland, avec la capitale Stanley, et West Falkland. 776 petites îles complètent l'ensemble.



La découverte des îles Falkland remonte au XVI^e siècle, mais les premiers établissements permanents n'y furent installés que dans les années 1760, pratiquement simultanément par les Français et les Anglais : les Français dans l'île orientale (Port Louis, 1764), les Anglais dans l'île occidentale (Port Egmont, 1765).

L'établissement français était l'oeuvre de l'explorateur Louis Antoine de Bougainville, qui baptisa l'archipel "Îles Malouines" parce que les premiers Français qui s'y installèrent étaient des pêcheurs de Saint-Malo. Le nom de "Falkland Islands" avait été donné en 1690, par un capitaine anglais, en honneur d'un noble écossais, Henry Cary, 5th Viscount Falkland, qui fit carrière dans la Navy.

Dès 1766, la France vendit Port Louis à l'Espagne, qui possédait alors encore la majeure partie de l'Amérique du Sud, et les "Îles Malouines" devinrent les "Islas Malvinas". Cela engendra déjà en 1770 une première guerre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, pour la possession de l'archipel. Ce premier conflit se termina en 1771 par un compromis : l'île orientale serait espagnole, l'île occidentale anglaise.



Argentine, 1987, n° 1604

*200^e anniversaire de la mort de Jacinto de Altolaguirre, gouverneur de la partie espagnole de l'archipel, de 1781 à 1783.
C'était surtout une occasion, cinq ans après la guerre de 1982,
pour représenter une vieille carte des îles avec le nom "Islas Malvinas"...*

Vers 1800, l'actuelle Argentine constituait la majeure partie de la vice-royauté espagnole du Río de la Plata. Les Espagnols y avaient tout pouvoir, au détriment de la population locale, et même des blancs nés en Amérique du Sud (créoles).

Cette situation engendra une rébellion de la population locale, menée par Manuel Belgrano et José de San Martín. La guerre entre l'Espagne et les rebelles dura de 1810 à 1818. Le 9 juillet 1816, l'Argentine proclama son indépendance, et en 1818, les forces espagnoles, en plein déclin, durent reconnaître leur défaite.



1984, n° 1440

Manuel Belgrano



1973, n° 948



1973, n° 949

José de San Martín



1983, n° 1374

Mais après la défaite de l'Espagne, l'Argentine reprit à son compte la revendication sur l'archipel des Malouines. Ces îles avaient une importance aussi bien économique (la pêche) que militaire (excellente base navale).

C'est pour ces raisons que l'Argentine tentait depuis 1820 de s'appropriier les îles. Ils stimulèrent d'abord les Argentins à s'établir dans les îles, et en 1820 et 1829, l'Argentine y envoya un contingent militaire pour assurer la protection de ses compatriotes. Un gouverneur argentin, Luis Vernet, y fut même officiellement installé en 1829. L'Argentine émit en 1980 (pour le 150^e anniversaire) et en 2009 (pour le 180^e anniversaire) des timbres et un bloc pour commémorer cette nomination. C'était surtout une nouvelle occasion pour souligner les revendications argentines.



1980, timbres du bloc 25
150^e anniversaire du premier gouverneur argentin



2009, n° 2789
180^e anniversaire. Luis Vernet,
premier gouverneur argentin des Îles Malvinas



2009, bloc 106
180^e anniversaire du premier gouverneur argentin. Les Îles Malvinas en 1829
Ces trois tableaux sont de la main de Luisa Vernet, la fille du gouverneur argentin Luis Vernet

Tout cela déplut évidemment aux Anglais, qui attachaient également beaucoup d'importance aux îles, comme base navale pour leur Navy, et en 1833, la Grande-Bretagne proclama que les Îles Falkland étaient, dans leur entièreté, une possession britannique. Les habitants argentins pouvaient demeurer sur place, mais devaient se soumettre aux lois et règlements anglais. Face à la puissante Navy anglaise, l'Argentine dut se limiter à des protestations verbales, mais était forcée d'accepter le fait accompli.

Les Anglais construisirent une base navale à Stanley, la nouvelle capitale, et cette base navale allait prouver son utilité aussi bien dans la première guerre mondiale que dans la seconde.

Pendant la première guerre mondiale, un combat naval d'une grande ampleur eut lieu tout près de l'archipel, entre la flotte allemande commandée par Graf Maximilian von Spee, et la flotte anglaise. Ce combat naval, connu sous le nom de "Battle of the Falkland Islands", se solda par une éclatante victoire des Britanniques. Les Allemands y perdirent deux de leurs plus prestigieux navires, les croiseurs *Scharnhorst* et *Gneisenau*.



2004, n°s 894/899
90^e anniversaire de la "Battle of the Falkland Islands" (1914)

Pendant la deuxième guerre mondiale, cette base prouva de nouveau son utilité, surtout dans la bataille navale du Río de la Plata, où la Kriegsmarine allemande subit une nouvelle défaite, avec la perte de leur célèbre croiseur "Graf Spee".



1974, n°s 231/234
35^e anniversaire de la bataille du Río de la Plata (fin 1939)

Après la deuxième guerre mondiale, l'Argentine revint à la charge, et le pays essaya de faire reconnaître la souveraineté argentine sur l'archipel, surtout aux Nations-Unies, qui venaient d'être créées. Les Anglais, de leur côté, sachant parfaitement qu'ils jouissaient du soutien sans réserve de la population locale, déclaraient qu'il n'étaient prêts à céder les îles qu'à condition que la population se prononce, dans un référendum, pour l'Argentine.

De longues négociations entre les deux pays n'aboutirent qu'à quelques concessions économiques insignifiantes de part et d'autre. La situation escalada soudainement à partir de 1976, avec en Argentine la prise du pouvoir par une junta militaire. Cette junta essaya de masquer le délabrement de l'économie argentine en focalisant l'attention de sa population vers les Îles Falkland et en soulignant l'intransigeance de la Grande-Bretagne.

Les timbres-poste servirent ici aussi de moyen de propagande : les émissions successives allaient de plus en plus insister sur le caractère argentin des Islas Malvinas, représentées sur des cartes géographiques comme une partie intégrante du territoire de l'Argentine. Les premiers de ces timbres argentins dataient déjà de 1935, et allaient se poursuivre jusqu'à la guerre.



1935, n° 380



1936, n° 386



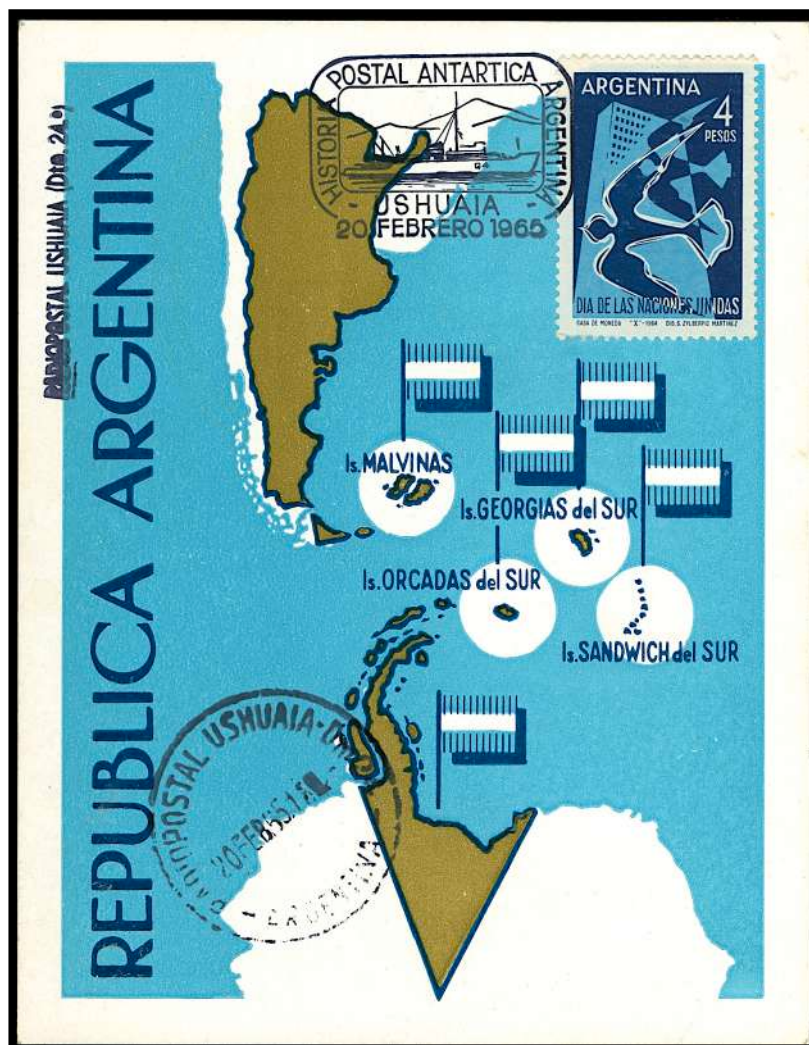
1945, n° 454



1960, n° 625



1976, n° 1050



Carte postale argentine de 1965, où le drapeau argentin flotte sur tous les territoires contestés, donc aussi sur les Islas Malvinas



1964, n° 682



1964, P.A. n° 97



1964, n° 683

Les autorités britanniques ne laissent pas non plus passer la moindre occasion d'émettre des timbres, représentant les Falkland Islands, en soulignant nettement le caractère anglais de l'archipel.



1933, n° 63



1952, n° 104



1983, n° 387



1977, n° 251



1979, n° 284

En 1981, au point culminant des agressives revendications argentines, les Falkland Islands émettent une série de six timbres, représentant des vieilles cartes géographiques, comme pour bien démontrer que ces îles avaient toujours été anglaises.



1981, n°s 318/323

Leopoldo Galtieri, alors à la tête de la junta militaire argentine, décida le 2 avril 1982 d'envahir l'archipel. Profitant de l'effet de surprise, l'invasion argentine des Falkland Islands, des South Georgia Islands et des South Sandwich Islands se déroula sans combat. L'Argentine était persuadée que la Grande-Bretagne n'oserait pas déclencher une guerre si éloignée de la mère patrie, pour un objectif aussi mince. Le 22 avril 1982, l'Argentine émit un timbre portant la surcharge triomphale "LAS MALVINAS SON ARGENTINAS".



1982, n° 1288

Mais c'était mal connaître la volonté de fer de Margaret Thatcher, alors premier ministre à Londres.

La Grande-Bretagne envoya une escadre militaire, qui arriva sur place le 21 mai 1982, et après d'âpres combats, les troupes argentes furent forcées de capituler le 14 juin 1982. Le point culminant de cette guerre était la destruction du croiseur argentin *General Belgrano*, qui fut torpillé, causant la mort de 323 marins argentins. Le bilan total de cette courte guerre était de 649 tués chez les Argentins et 258 chez les Britanniques. Après l'archipel, les Falkland Islands Dependencies furent aussi libérées.



Falkland Islands, 1982, n° 367



Falkland Islands Dependencies, 1982, n° 115

Ces timbres, représentant les îles, furent émis le 13 septembre 1982, très peu de temps après la guerre. La surtaxe élevée était destinée à alimenter le "Rebuilding Fund".

Cette défaite sonna le glas de la junta militaire argentine, qui avait perdu toute crédibilité. Elle fut chassée en 1983, et la démocratie fut restaurée en Argentine. Il est cependant remarquable que l'Argentine eut encore le culot d'émettre deux timbres le 12 juin 1982 - deux jours avant la capitulation - qui insistaient lourdement sur le caractère argentin des îles.



1982, n°s 1295/1296

Carte de l'archipel - Islas Malvinas - et effigie de Luis Vernet, premier gouverneur de ces îles en 1829.



22/4/1982 : Enveloppe premier jour avec le n° 1288 : "Las Malvinas son Argentinas"



12/6/1982 : Enveloppe premier jour avec les n°s 1295/1296, envoyée vers les Islas Malvinas.

L'enveloppe ne parvint évidemment pas à destination, après la défaite argentine :

"No cursada a destino"

Et seulement un an après sa défaite, l'Argentine émit un timbre pour fêter... le premier anniversaire de l'occupation des îles !



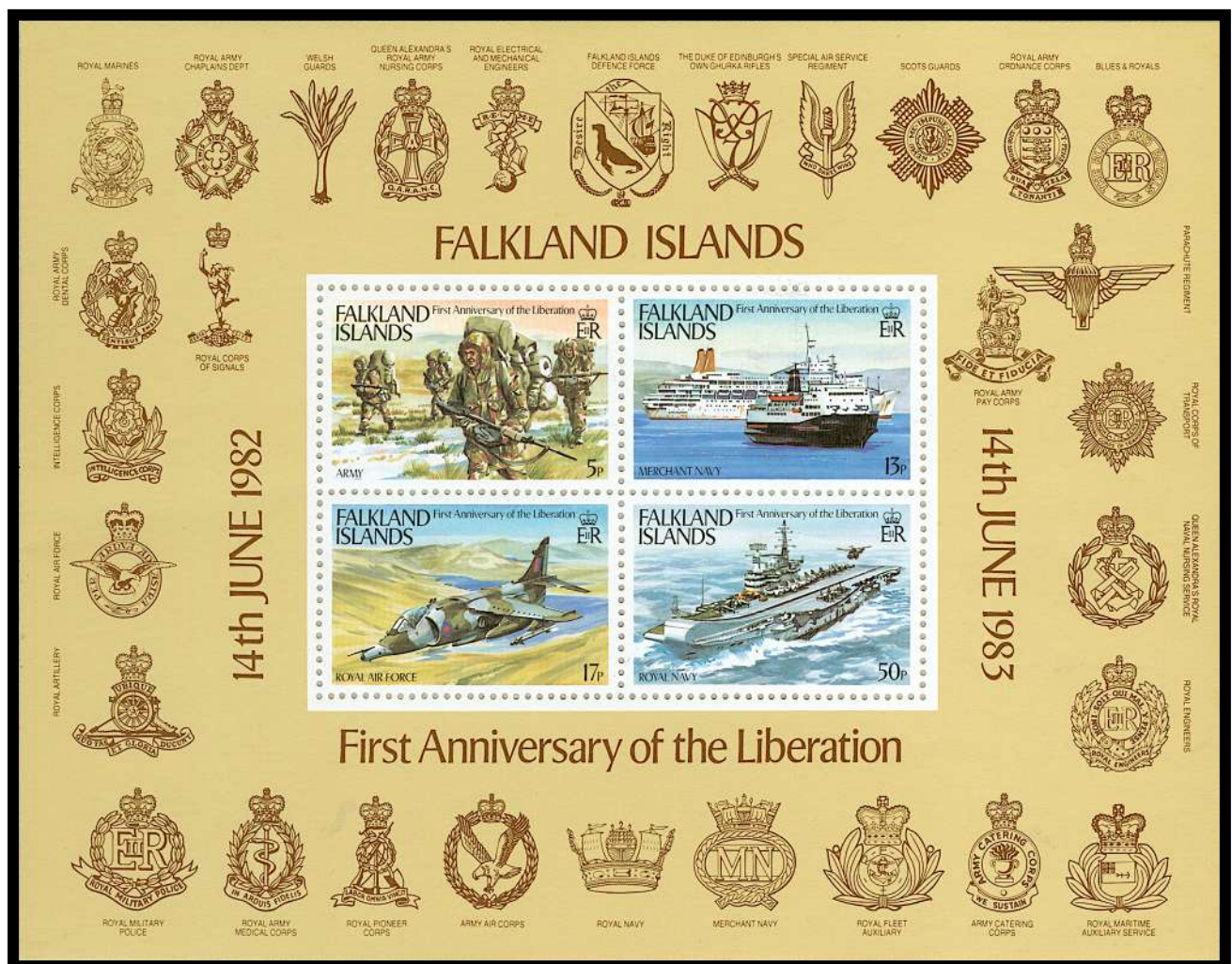
1983, n° 1345

Premier anniversaire de l'occupation argentine...

La victoire anglaise fut évidemment abondamment commémorée par des timbres dans les Falkland Islands, pour le premier, dixième et vingtième anniversaire de la guerre.



1983, n°s 391/394



1983, bloc 3

Premier anniversaire de la victoire britannique



1993, n°s 576/579



1993, bloc 9

Dixième anniversaire de la victoire britannique



2003, n°s 821/826

Vingtième anniversaire de la victoire britannique

Pour le dixième anniversaire de la victoire, des timbres furent également émis dans les South Georgia Islands et les South Sandwich Islands.



South Georgia & South Sandwich Islands, 1993, n°s 223/226



*South Georgia & South Sandwich Islands, 1993, bloc 3
Dixième anniversaire de la victoire britannique*

L'île d'Ascension, qui avait servi pendant la guerre de base pour la force aérienne britannique, émit aussi des timbres pour le dixième anniversaire de la victoire.



*Ascension, 1993, n°s 567/570
Dixième anniversaire de la victoire britannique*



*Ascension, 1993, bloc 23
Dixième anniversaire de la victoire britannique*

Pour accentuer encore le caractère britannique de la population locale, les habitants reçurent en 1983 la nationalité anglaise, et en 1985, une révision de la constitution fut réalisée, qui concédait aux îles une large autonomie, sauf pour les questions de politique étrangère et les questions militaires. La reine d'Angleterre restait officiellement chef d'État des Falkland Islands.

Cependant, l'Argentine, malgré sa défaite, n'a jamais renoncé à ses aspirations territoriales, et ne rate aucune occasion de proclamer ses revendications. Le point de vue de l'Argentine est soutenu par la majorité des pays sudaméricains, qui considèrent la présence anglaise dans l'archipel comme un reliquat de l'époque coloniale.

Après son expérience malheureuse, l'Argentine continue maintenant de considérer les Islas Malvinas comme sa propriété, mais affirme vouloir atteindre son but par des moyens pacifiques et diplomatiques, en premier lieu dans le cadre des Nations-Unies.

La dernière confrontation concernant l'archipel entre les deux pays s'est située en février 2010, lorsque les Anglais annoncèrent leur intention d'effectuer des forages en mer pour trouver du pétrole. L'Argentine essaie d'empêcher cette initiative anglaise au sein des Nations-Unies. Le dernier mot n'est pas encore dit...

Depuis la guerre, l'Argentine se montre plus prudente dans l'émission de ses timbres-poste : la revendication argentine se manifeste maintenant d'une manière moins agressive, plus subtile et plus discrète, par exemple avec des séries qui reproduisent la faune et la flore typique des îles. Mais le message reste le même...



2004, n°s 2452/2455
Poissons des Islas Malvinas



1994, n°s 1849/1852
La faune des Islas Malvinas



1982, n° 1337



1983, n° 1360



1985, n° 1470

La flore des Islas Malvinas (oxalis enneaphylla = "flor malvinense"...)

Finalement, l'Argentine a émis en 2007 une série de cinq timbres pour commémorer le 25^e anniversaire de la guerre. Il est rare de voir un pays commémorer une défaite avec des timbres, mais c'est une nouvelle façon d'entretenir la revendication argentine.



2007, n°s 2653/2657
25^e anniversaire de la guerre avec la Grande-Bretagne

Après une visite du prince anglais William aux Falkland Islands en 2012, visite très peu appréciée du côté argentin, une nouvelle série fut émise par l'Argentine pour souligner pour la millième fois que l'archipel est argentin...



2012, n°s 2939/2941

Et même après 2020, l'Argentine continue de souligner lourdement sa revendication sur les îles Malvinas, avec de nouvelles émissions de timbres-poste.



2020, bloc 171
200^e anniversaire du premier drapeau argentin sur les Islas Malvinas



2022, n° 3270

D'après l'Argentine, les Falkland Islands sont et restent une possession argentine, sous le nom de "Islas Malvinas"...

Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

5) L'Antarctique

Une portion du continent antarctique est à la base d'un conflit latent entre trois pays : La Grande-Bretagne, l'Argentine et le Chili.

La Grande-Bretagne parle du "*British Antarctic Territory*", généralement abrégé *B.A.T.* Il s'agit du territoire situé dans la partie la plus méridionale de l'océan Atlantique, en-dessous d'une latitude de 60° Sud et entre les longitudes de 20° et 80° Ouest. Ce territoire a la forme d'un coin dont la pointe est constituée par le pôle Sud. C'est actuellement un des 14 "*British Overseas Territories*".



Le territoire antarctique britannique

Dès la prise de pouvoir par les Anglais dans les Falkland Islands en 1833, ils avaient commencé à revendiquer tous les territoires situés autour de cet archipel. C'est ainsi qu'ils proclamèrent en 1908 la souveraineté britannique sur South Georgia, les South Orkneys, les South Shetlands, les South Sandwich Islands et Graham Land. Tous ces territoires étaient situés entre les longitudes de 20° et 80° Ouest et en-dessous d'une latitude de 50° Sud. Ils reçurent le nom de "*Falkland Islands Dependencies*", et dépendaient administrativement de Stanley, la capitale des Falkland Islands, sous l'autorité d'un gouverneur britannique local.

En 1917, en pleine première guerre mondiale, la Grande-Bretagne rehaussa encore le niveau de ses revendications, en spécifiant clairement : tous les territoires entre 20° et 50° Ouest en-dessous de 50° Sud, et ceux entre 50° et 80° Ouest en-dessous de 58° Sud, devaient être considérés comme faisant partie de l'Empire britannique. La grande différence avec 1908 était que maintenant, la souveraineté britannique était prolongée jusqu'au pôle Sud lui-même !

En 1944, les autorités britanniques émirent des timbres pour les différentes composantes des Falkland Islands Dependencies : il s'agissait chaque fois de huit timbres des Falkland Islands, avec une surcharge spécifique pour chaque territoire.



Graham Land



South Georgia



South Orkneys



South Shetlands

Entre 1946 et 1956, elles émirent plusieurs séries pour l'ensemble des Falkland Islands Dependencies, souvent dans le cadre de séries-omnibus pour tout le Commonwealth britannique (Victoire, noces royales d'argent, anniversaire de l'U.P.U., etc.), mais également une très belle série de navires qui ont joué un rôle majeur dans l'exploration du continent antarctique, dont la Belgica, d'Adrien de Gerlache.

Pour bien marquer son territoire, la toute première série des Falkland Islands Dependencies, émise à partir de 1946, était une carte géographique, avec des frontières nettement indiquées.



1946: Carte géographique des territoires britanniques constituant alors les Falkland Islands Dependencies

Après la signature du Traité sur l'Antarctique, qui fut ratifié par la Grande-Bretagne le 23 juin 1961, le pays a introduit une modification administrative dans l'organisation de ses territoires de l'Atlantique Sud : le 3 mars 1962, toutes les possessions anglaises situées en-dessous de 60° Sud et entre 20° et 80° Ouest furent regroupées en une seule entité, appelée "British Antarctic Territory". Il s'agit des South Orkneys, des South Shetlands, de Graham Land en du coin enfoncé dans le continent antarctique, jusqu'au pôle Sud.

South Georgia et les South Sandwich Islands, situées au-dessus de 60° Sud, restaient réunies sous le nom de “Falkland Islands Dependencies”. Le 3 octobre 1985, ces îles furent détachées des Falkland Islands pour former une nouvelle entité séparée, faisant partie des “British Overseas Territories”. D’où le changement de nom : la dénomination officielle est maintenant “The British Overseas Territory of South Georgia & the South Sandwich Islands”.

Les timbres-poste suivent cette évolution un peu compliquée des Falkland Islands Dependencies :

- D’abord, à partir du 17 juillet 1963, les timbres portent la mention “South Georgia”.
- À partir du 5 mai 1980, et jusqu’en 1985, les timbres sont libellés “Falkland Islands Dependencies”.
- Après la modification administrative du 3 octobre 1985, la mention est actuellement “South Georgia & South Sandwich Islands”.

Ici aussi, les timbres représentant la carte géographique de ces territoires ne manquent pas :



*Falkland Islands Dependencies, 1980, n° 77
Carte des Falkland Islands Dependencies*

En 1982, très peu de temps après la victoire anglaise dans la guerre des Falkland Islands, un timbre fut émis représentant la carte de South Georgia.



*Falkland Islands Dependencies, 1982, n° 115
Carte de South Georgia*

Après la modification administrative de 1962, le “British Antarctic Territory” a lui aussi commencé à émettre ses propres timbres, officiellement pour affranchir la correspondance des équipages qui occupaient la paire de stations scientifiques britanniques locales et celle des rares touristes - il n’y a pas d’habitants permanents -, en fait en premier lieu pour soutirer l’argent des portefeuilles des collectionneurs. La grande valeur de la première série, émise le 1^{er} février 1963, représente elle aussi une carte géographique de ce lointain territoire britannique.



*British Antarctic Territory, 1963, n° 15
Carte du territoire antarctique britannique*

Cependant, deux autres pays montraient également beaucoup d'intérêt pour la partie de la région antarctique sur laquelle la Grande-Bretagne avait proclamé unilatéralement sa souveraineté : l'Argentine et le Chili. Ces deux pays trouvaient plus que normal que leurs frontières méridionales s'étendent sur le continent antarctique, et se demandaient quels droits une puissance européenne pouvait faire valoir sur ces lointaines régions.

C'était surtout compréhensible de la part de l'Argentine, qui était l'ennemi héréditaire de la Grande-Bretagne depuis que cette dernière avait pris le pouvoir dans les Falkland Islands en 1833. L'Argentine ne se borna donc pas à revendiquer les Falkland Islands, mais également l'ensemble des Falkland Islands Dependencies et pratiquement tout le territoire antarctique britannique.

La portion du continent antarctique réclamée par l'Argentine chevauchait pratiquement toute la partie britannique : il s'agit de tous les territoires en-dessous de 60° Sud, et entre 25° et 74° Ouest. Donc ici aussi un coin, dont le pôle Sud forme la pointe. L'Argentine considère ce territoire comme une partie intégrante de sa province *Tierra del Fuego, Antártida e Islas del Atlántico Sur*. La capitale de cette province est Ushuaia.

Pour souligner sa revendication, l'Argentine ne rata aucune occasion d'émettre des timbres représentant la carte géographique des territoires qu'elle réclame, régulièrement accompagnée du drapeau argentin.



Le territoire antarctique argentin



1947, n°s 485/486



1951, n° 512



1953, n° 538



1954, n° 539



1960, n° 625



1964, n°s 682/683 & P.A. n° 97



1964 : Enveloppe premier jour de l'Argentine, avec la carte de la portion argentine de l'Antarctique



1966, n° 776



1968, n° 806



1981, n° 1264



1966, P.A. n° 112



1980, timbres du bloc 26
75° anniversaire de la présence
argentine dans les Orcadas del Sur

Mais il y a encore un troisième pays qui est intéressé par cette partie de l'Antarctique : le Chili.

Le Chili était depuis longtemps en conflit avec l'Argentine pour des questions frontalières au sud de la Terre de Feu, à l'extrême pointe méridionale du continent sudaméricain. La question du canal de Beagle faillit déclencher une guerre entre les deux pays en 1978. Cette guerre ne fut évitée de justesse que grâce à une intense activité diplomatique de la part du Vatican.

Le conflit s'étendit naturellement jusqu'à la région antarctique : depuis 1940, le Chili réclame la partie entre 53° et 90° Ouest. Et de nouveau, c'est un coin dont le pôle Sud forme la pointe. Cette région comporte entre autres le Graham Land (appelé par les Chiliens Tierra de O'Higgins), les South Shetlands et les îles Alexander et Charcot. Pour le Chili, cet ensemble fait partie de la "Región de Magallanes y de la Antártica Chilena".



Le territoire antarctique chilien

Et, comme ses deux concurrents, le Chili présente lui aussi régulièrement ses revendications sur des timbres :



1947, n°s 215/216



1958, n°s 271/272 & P.A. n°s 176/177



1958, n°s 275 & P.A. n° 184



1991, n° 1070

1973, n° 398

1967, P.A. n°236

Toutes ces infinies revendications territoriales sur le continent antarctique, où d'autres nations étaient également impliquées (la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc.) firent comprendre à la communauté internationale qu'une solution globale était nécessaire, pour sauvegarder le continent et éviter l'escalade qui pourrait aller jusqu'au conflit armé.

Dans les années 1950, en pleine guerre froide, de longues et difficiles négociations eurent lieu, qui aboutirent finalement à la signature du traité sur l'Antarctique, qui réglait les relations internationales concernant l'ensemble de la région en-dessous de 60° Sud. Ce traité préconisait l'entière liberté de recherche scientifique dans la région, et y interdisait toute activité militaire.

La rédaction finale du traité eut lieu le 1^{er} décembre 1959, et il fut ratifié le 23 juin 1961. Les douze premières nations à apposer leur signature étaient l'Argentine, la Belgique, le Chili, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Autriche, la Norvège, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Afrique du Sud.

En 1998, le protocole de Madrid, relatif à la protection de l'environnement en Antarctique, fut adjoint au traité. Ce protocole interdit l'exploitation de minerais locaux jusqu'en 2048.

Le traité a donc placé les revendications territoriales de ces trois pays sous l'étéignoir. Cela ne signifie absolument pas que ces pays renoncent à leurs aspirations, mais tous ont promis de renoncer à toute intervention politique et à toute agression armée pour appuyer leurs revendications.

Séries de 1981, pour commémorer le 20^e anniversaire du traité sur l'Antarctique



British Antarctic Territory, n°s 101/104



Argentine, n°s 1246/1248





Chili, n° 566

Après la signature du traité, les trois pays ont également mis un frein à leur façon agressive d'exprimer leurs revendications par timbres-poste, et ils préfèrent actuellement montrer leurs bases scientifiques locales plutôt que des cartes géographiques provocantes.

L'Argentine :



*1961, n° 646
La base "General San Martin"*



*1965, n° 703
La base "General Belgrano"*



*1968, n° 807
La base "Almirante Brown"*



*1972, n° 920
La base "Almirante Brown"*



*1996, n° 1953H
La base "Melchior"*

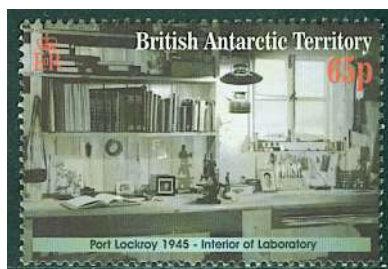
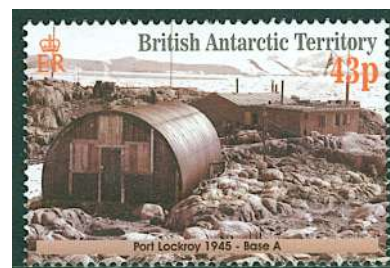


*1998, n° 2038
La base "Deception"*



*2002, n°s 2291/2292
La base "Esperanza"*

Le British Antarctic Territory :



*2001, n°s. 329/332
La base "Port Lockroy"*



La base G, Admiralty Bay



La base B, Deception Island



La base D, Hope Bay



La base F, Argentine Islands



La base E, Stonington Island



La base A, Port Lockroy



La base H, Signy



La base N, Anvers Island



La base R, Rothera



La base T, Adelaide Island



*La base Y, Horseshoe Island
2003, n°s 370/381*



La base Z, Halley Bay

Le Chili :



*1979, n° 529
Puerto Williams*



*1981, n° 564
La base "Teniente Marsh"*



*1987, n°s 778/779
La base "Arturo Prat"*

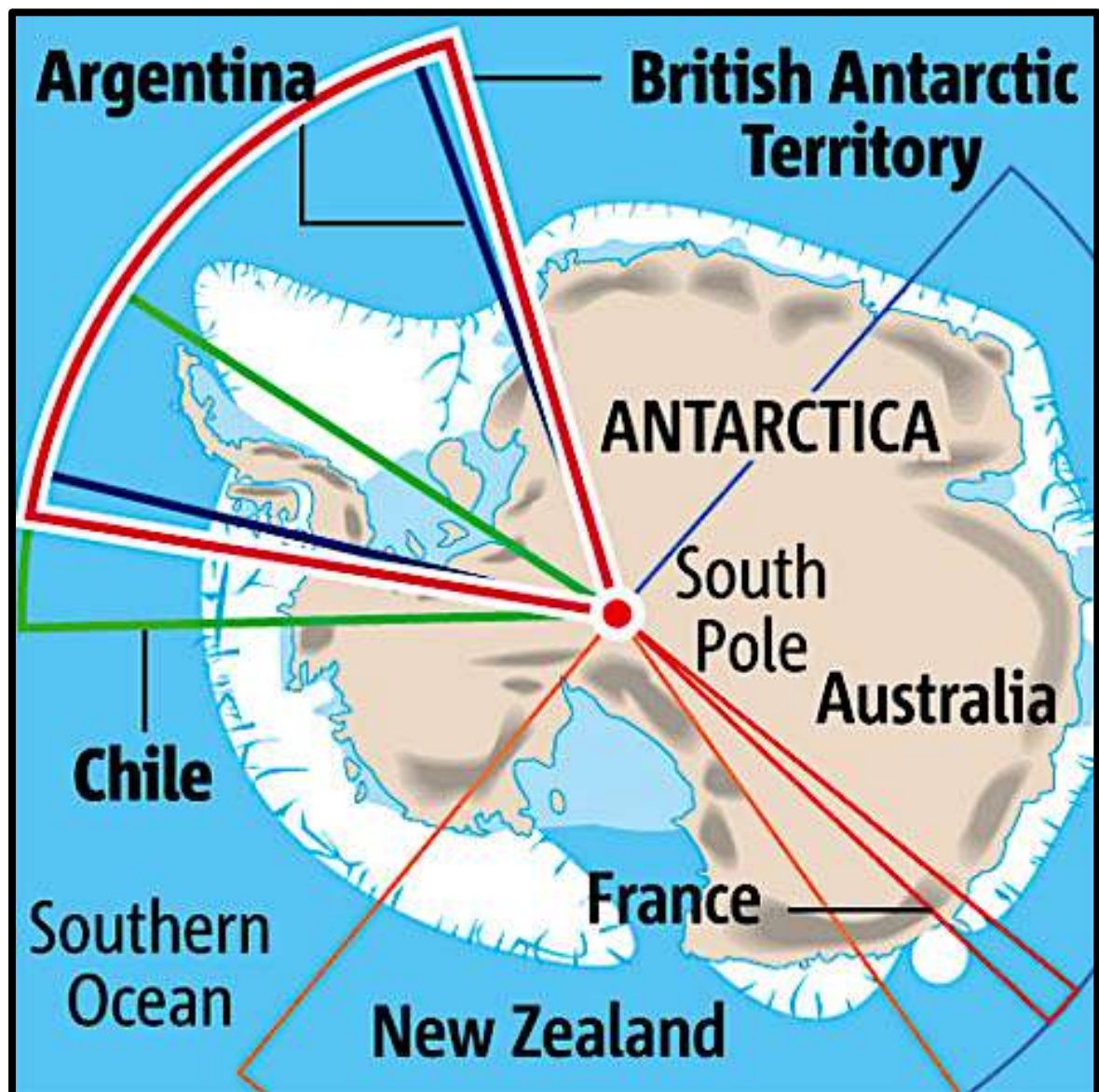


*1997, n°s 1412/1413
La base "Arturo Prat"*



Pour finir, cette carte géographique qui réunit les revendications territoriales des trois puissances concernées. Ces revendications sont temporairement mises au rancart par la signature du traité sur l'Antarctique.

- En rouge : la revendication britannique.
- En bleu : la revendication argentine.
- En vert : la revendication chilienne.



Cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

6) Venezuela - Guyane

La région de l'Essequibo est un territoire qui fait actuellement officiellement partie de la Guyane, mais qui est revendiqué par le Venezuela.

Cette région, d'une superficie de 159 500 km², est délimitée grosso modo par la rivière Cuyuni à l'ouest et la rivière Essequibo à l'est.

La Guyane, qui ne doute pas un instant que cette région fait partie de son territoire, a subdivisé la région en six provinces. Mais au Venezuela, le doute n'est également pas permis : il s'agit simplement de la province vénézuélienne *Guayana Esequiba*. Cependant, pour ne pas heurter l'opinion internationale, les documents officiels vénézuéliens mentionnent "*Zona en Reclamación*".



Carte géographique du Venezuela avec la région contestée en rose

La Guyane a été découverte en 1498, mais les premiers établissements européens furent l'oeuvre de Hollandais, qui s'y installèrent à partir de 1616. La souveraineté hollandaise sur la région fut formellement reconnue en 1648, par le traité de Münster.

L'administration de la Guyane incombait à la "*Nederlandse West-Indische Compagnie*" (= Compagnie hollandaise des Indes occidentales), qui appela le territoire *Essequibo*, d'après le cours d'eau le plus important de la région. Deux nouvelles colonies voisines furent fondées plus tard : Berbice en 1627 et Demerara en 1741.

Les colons hollandais y développèrent d'importantes plantations, mais durent de plus en plus faire appel, pour leur main-d'oeuvre, à des esclaves noirs importés d'Afrique.

À partir de 1746, les autorités hollandaises acceptèrent l'entrée de colons anglais, mais dès 1760, le nombre d'Anglais avait dépassé celui des Hollandais, et ces Anglais, bien qu'arrivés les derniers, cherchaient à imposer leur contrôle sur la région. Les Hollandais parvinrent encore à résister, avec l'aide de leurs alliés français, mais la Révolution française, suivie des guerres napoléoniennes, allait tout changer.

L'occupation des Pays-Bas par la France à partir de 1795 était pour les Britanniques le prétexte idéal pour occuper en 1796 les colonies hollandaises de la Guyane. Après un très bref retour des Hollandais en 1802, suite à une paix très éphémère entre la France et la Grande-Bretagne - un intermède de moins d'un an - les Anglais prirent définitivement le pouvoir en Guyane, et leur souveraineté sur la région fut confirmée en 1814 par la convention de Londres. Les trois colonies hollandaises Essequibo, Berbice et Demerara devinrent des colonies britanniques, qui furent réunies en 1831 sous le nom de Guyane britannique.



Guyane britannique, 1931, n°s 137/141

100^e anniversaire de la fusion de Berbice, Essequibo et Demerara en Guyane britannique

Mais les événements se succédaient chez les voisins : au début du XIX^e siècle, la rébellion avait éclaté au Venezuela, qui était une possession espagnole. Les meneurs de cette rébellion étaient d'abord Francisco de Miranda, plus tard Simón Bolívar. L'indépendance du Venezuela fut proclamée le 5 juillet 1811, mais il fallut attendre 1821 pour voir la défaite définitive des Espagnols, après la bataille décisive de Carabobo le 24 juin 1821.



1911, n° 125

1950, n° 300

*1979, n° 1056
Francisco de Miranda*

1986, n° 1216



1924, n° 144



1930, n° 159



1938, n° 191
Simón Bolívar



1979, n° 1052



1961, n°s 643/644

La bataille de Carabobo du 24 juin 1821



1971, n° 836

Le grand rêve de Simón Bolívar était de réunir les nations sudaméricaines dans une large fédération, avec les États-Unis d'Amérique comme exemple édifiant.

C'est avec cette ambition que fut d'abord créée la Grande-Colombie, une entité qui regroupait les territoires actuels de la Colombie, du Venezuela et de l'Équateur, mais cet ensemble instable se disloqua déjà en 1830, et le Venezuela redevint un pays indépendant à part entière.



1969, n° 796
Les États-Unis de la "Grande-Colombie"

Dès ce moment, les problèmes avec la Guyane britannique voisine allaient se succéder. De plus en plus de colons britanniques allèrent s'installer à l'ouest de la rivière Essequibo, au grand déplaisir des nouvelles autorités vénézuéliennes.

Au milieu du XIX^e siècle, la *British Royal Geographical Society* commanda une exploration détaillée de la région auprès de l'explorateur et naturaliste Robert Hermann Schomburgk. Cette exploration "neutre" avait également pour but de fixer définitivement les frontières entre le Venezuela et la Guyane britannique, et Schomburgk dessina ces frontières évidemment à l'avantage de la Grande-Bretagne : l'embouchure de l'Orénoque fut indiquée comme la frontière entre les deux pays, ce qui signifiait pour la Guyane britannique un énorme agrandissement de son territoire.

Mais le Venezuela continuait à considérer la rivière Essequibo comme sa frontière orientale, et cette divergence d'interprétation des frontières allait engendrer des conflits incessants entre les deux pays pendant tout le XIX^e siècle.

Le 4 juillet 1896, le Venezuela émit une série de cinq timbres, officiellement pour commémorer le 80^e anniversaire de la mort de Francisco de Miranda, mais en fait surtout pour bien montrer avec une carte géographique que la frontière orientale du pays était bien la rivière Essequibo. La région contestée est d'ailleurs indiquée sur cette carte comme "Guayana Venezolana". Ce n'est qu'après une forte pression internationale que ces timbres furent retirés après quatre mois.



1896, n°s 54/58

Carte avec la mention "Guayana Venezolana"

Le Venezuela demanda en 1895 l'arbitrage des États-Unis, en s'appuyant sur la vieille doctrine Monroe : "America for the Americans". Finalement, après d'innombrables chamailleries diplomatiques, un tribunal international d'arbitrage proposa un compromis qui était nettement à l'avantage des Britanniques : si le Venezuela recevait bien l'embouchure de l'Orénoque et quelques petites portions du territoire, la majeure partie de la région contestée fut attribuée par ce tribunal à la Grande-Bretagne. C'était "par hasard" la portion où étaient situées les mines d'or...

Le Venezuela, pays pauvre et sans influence, ne faisait pas le poids face à la riche et puissante Grande-Bretagne, et ne disposait que de déclarations verbales et de notes diplomatiques ronflantes pour faire valoir ses droits.

Entre 1930 et 1937, le Venezuela émit des timbres de poste aérienne avec une carte pour le moins ambiguë : la Guyane entière y était représentée comme une province vénézuélienne, sous le nom espagnol de "Guayana", mais sans la mention "Venezolana"...





1930, P.A. n°s 1/16

L'entière "Guayana" présentée comme une province vénézuélienne

La Guyane avait de son côté, en tant que colonie britannique, aussi déjà émis des timbres représentant une carte du pays, dont toute la région de l'Essequibo faisait évidemment partie.



1954, n° 189

1938, n° 164

1964, n° 206

Mais des documents, découverts après la deuxième guerre mondiale, ont démontré sans le moindre doute que la décision du fameux tribunal international n'était rien d'autre qu'une énorme supercherie de la part des Anglais : des pots-de-vin très élevés avaient été versés aux membres de ce tribunal, pour les soudoyer et obtenir un vote favorable. Surtout les Russes s'étaient laissés corrompre. Ces révélations relancèrent bien sûr les revendications du Venezuela sur ce territoire, surtout après 1962.

Pendant ce temps, la Guyane britannique avait proclamé son indépendance le 26 mai 1966, mais cela ne changeait pas grand'chose : le Venezuela n'avait plus la Grande-Bretagne, mais la Guyane indépendante en face de lui.



1966, n° 235



1967, n° 277

L'indépendance de la Guyane

De longues négociations entre le Venezuela, la Grande-Bretagne et la Guyane eurent lieu dans une atmosphère détestable et n'apportèrent aucune solution. Tout au plus un traité, signé à Genève le 17 février 1966, où il était stipulé que les deux pays étaient d'accord pour rechercher une solution pacifique...

En 1965 et 1966, le Venezuela émit une série de trois timbres-poste, trois timbres de poste aérienne et deux blocs, pour souligner ses droits sur la région qu'il réclamait. Les timbres portent la mention "Reclamación de su Guayana", accompagnée de vieilles cartes géographiques qui tentent à démontrer que les revendications vénézuéliennes sont historiquement et légalement fondées. Sur les blocs s'ajoutent des textes avec des "arguments irréfutables"...



1965, n°s 728/730 & P.A. n°s 863/865

Vieilles cartes géographiques pour démontrer les droits vénézuéliens



Nº 011179

REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE HACIENDA DIRECCIÓN DE LA RENTA INTERNA



MAPA DE AGUSTIN CODAZZI:
PARIS 1840
dedicado al Congreso Constituyente de Venezuela,
con la frontera a lo largo del Río Esequibo,
indicando que ya para esa fecha dos porciones de
territorio habían sido usurpadas por los ingleses.



MAPA DE LUIS DE SURVILLE:
MADRID 1778
levantado de orden del Ministro don José de Gálvez,
del Despacho Universal de Indias y publicado, a
expensas del Rey de España, con la Historia de la
Nueva Andalucía de Fray Antonio Cautín.



MAPA DE J. M. RESTREPO:
PARIS 1827
publicado bajo el Gobierno de Simón Bolívar,
Libertador Presidente de la República de Colombia,
después de haberse formulado oficialmente el gobierno
británico la siguiente declaración "Este bello y rico
país se extiende por la Mar del Norte desde el Río
Esequibo".

Bs 0,85

Brüder Rosenbaum, Wien

N
u
e
s
t
r
a

G
u
a
y
a
n
a

h
a
s
t
a

e
l

E
s
e
q
u
i
b
o

1966, bloc 11A
Vieilles cartes géographiques et textes pour démontrer les droits vénézuéliens
"Nuestra Guayana hasta el Esequibo"



Nº 000157

REPUBLICA DE VENEZUELA

MINISTERIO DE HACIENDA DIRECCIÓN DE LA RENTA INTERNA



MAPA DE J. CRUZ
CANO Y OLMEDILLA:

MADRID 1775

reimpreso por el Generalísimo Francisco de Miranda
en Londres (1779) con el patrocinio del gobierno
británico.



MAPA DE LA EMISION
DE ESTAMPILLAS DE

CARACAS 1896

En el momento álgido de la controversia de límites
con Guayana Británica, se dispuso reproducir este
mapa con las diversas líneas de frontera que habían
sido propuestas, y con la reclamación venezolana
hasta el Río Esequibo.



MAPA DEL MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES:

CARACAS 1964

Expresa los sucesivos avances británicos sobre el
territorio venezolano hasta cerca de Upata. El
llamado laudo de 1899 otorgó a Gran Bretaña más
de 137.000 kms que ésta había reconocido a
Venezuela hasta 1840.

N
u
e
s
t
r
a

G
u
a
y
a
n
a

h
a
s
t
a

e
l

E
s
e
q
u
i
b
o

Bs 1,65

Brüder Rosenbaum, Wien

1966, bloc 11B

*Vieilles cartes géographiques et textes pour démontrer les droits vénézuéliens
"Nuestra Guayana hasta el Esequibo"*

Ce n'est qu'en 1970 que les deux pays signèrent un accord, qui "gelait" le contentieux pour 12 ans. Mais déjà en 1981, le Venezuela refusait de prolonger cet accord, qui était en fait plus un simple cessez-le-feu qu'une véritable convention. La situation escalada de nouveau, et l'on était à deux doigts de la guerre, quand le Venezuela céda, surtout par peur de la réaction du grand voisin brésilien. Le litige fut de nouveau porté devant les Nations-Unies, où il est encore toujours "dormant".

C'est pour cette raison que le Venezuela se borne actuellement à indiquer "Zona en Reclamación", sur tous les timbres représentant une carte géographique émis depuis lors.



1970, P.A. n° 993



1981, n° 1090



1973, n° 904



1987, n° 1369

Mais la Guyane ne restait pas inactive non plus : surtout en 1981 et 1982, ils émirent d'innombrables timbres, soulignant leurs droits sur la région de l'Essequibo : il s'agit de timbres-poste, de timbres-taxe et de carnets, où des surcharges très peu esthétiques apportent le message "Essequibo is ours".



1981, n°s 606/610

Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres fiscaux employés comme timbres-poste



1982, n° 690

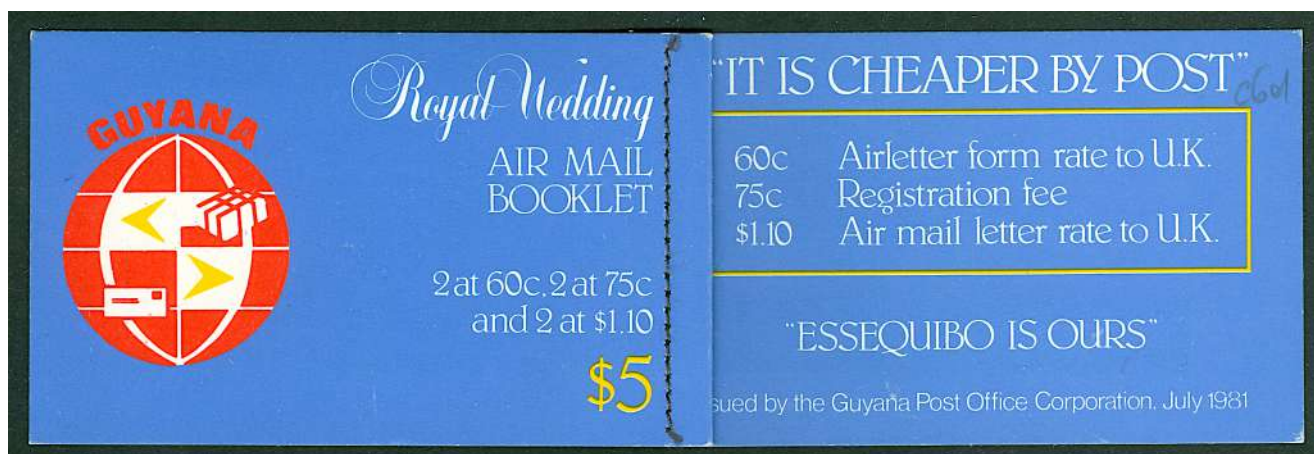


1981, n° 628



1982, n° 691

Surcharge "Essequibo is ours"



1981, carnet C601

Le texte "Essequibo is ours" sur la couverture du carnet



1983, Michel n° 917



1985, Michel n° 1309



1985, Michel n° 1310





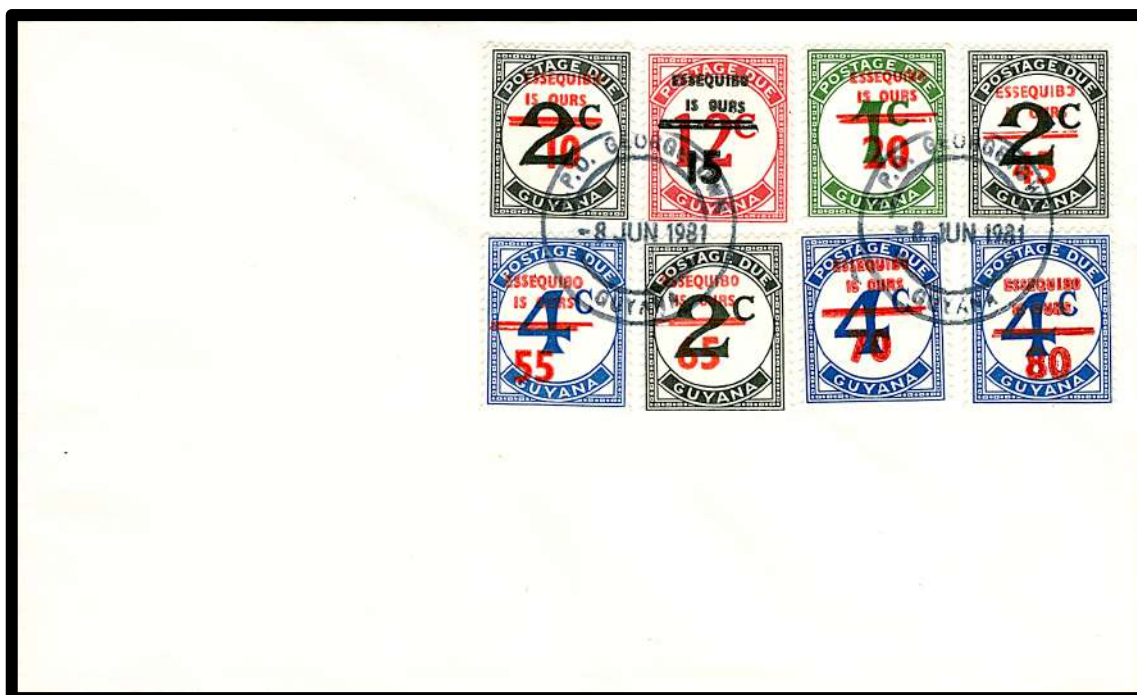
1982, Michel n°s 790/826

Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres fiscaux employés comme timbres-poste



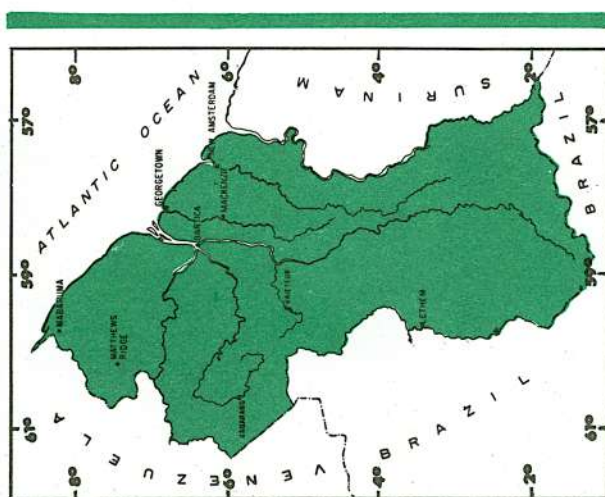
1981, Michel n°s A 632/I 632 des timbres-taxe

Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres-taxe



1981 : Enveloppe philatélique (premier jour) avec la surcharge "Essequibo is ours"
sur les timbres-taxé Michel n°s A 632/I 632

REPUBLIC DAY FEBRUARY 23, 1970



OFFICIAL FIRST DAY COVER



1970 : Enveloppe premier jour représentant la carte de la Guyane, où la région de l'Essequibo est incorporée.

Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande

7) Haïti - République dominicaine

Le conflit séculaire et toujours actuel qui oppose Haïti et la République dominicaine est la conséquence d'une grande différence culturelle et historique.

Mais d'où provient cette évolution si divergente dans une même île ? Comment la population originale, les Tainos, a-t-elle pu se diviser au point de former finalement deux pays si contradictoires ?

Il faut chercher la réponse dans le passé colonial européen, qui a fait que les deux parties de l'île ont suivi des orientations tout à fait opposées.



Quand Christophe Colomb découvrit l'île en 1492, il l'appela Hispaniola (= Petite Espagne). Les premiers arrivants étaient des Espagnols, qui fondèrent la ville de Santo Domingo, et qui exploitèrent et pillèrent l'île au point qu'au milieu du XVI^e siècle, la population originale était pratiquement exterminée.

La plupart des Espagnols quittèrent alors l'île d'Hispaniola pour s'établir dans des contrées plus riches à exploiter, comme le Mexique et le Pérou.

Mais entretemps, les Français étaient arrivés. Ils s'installèrent d'abord dans l'île de Tortuga, d'où ils faisaient du commerce avec les Espagnols restés sur place. Mais en 1605, le gouverneur espagnol de l'île fit une gaffe monumentale : il ordonna aux Espagnols de se retirer de la partie occidentale de l'île pour se concentrer seulement dans la partie orientale (qui est l'actuelle République dominicaine), afin de faire périr les activités commerciales des Français.

Les Français allaient immédiatement occuper la place laissée libre, et s'installèrent dans la partie occidentale, qu'ils appelèrent Saint-Domingue (= l'actuel Haïti). La suite était prévisible : des conflits incessants entre les Français à l'ouest et les Espagnols à l'est.

L'Empire espagnol était déjà en plein déclin, et le traité de Rijswijk de 1697 confirmait la souveraineté française sur la partie occidentale de l'île, qui devint ainsi la colonie française de Saint-Domingue. La situation à la fin du XVII^e siècle était donc très claire : la colonie française de Saint-Domingue à l'ouest et la colonie espagnole de Santo Domingo à l'est.

La partie française connut un essor économique remarquable, surtout à cause de la culture de la canne à sucre : Saint-Domingue devint la colonie la plus riche et la plus prospère du monde. Cet essor exigeait évidemment une abondante main-d'œuvre, que l'on trouva en important d'énormes quantités d'esclaves noirs d'Afrique. À la fin du XVIII^e siècle, on comptait à Saint-Domingue plus de 500 000 esclaves noirs pour 30 000 colons blancs. Cela donna bien sûr rapidement une nouvelle "race", les mulâtres.

Dans la partie espagnole, la culture de la canne à sucre ne fit l'objet d'aucune promotion, et la région demeura purement agraire, d'où une demande d'esclaves nettement inférieure : à la même époque, Santo Domingo ne comptait que 60 000 esclaves noirs pour 125 000 propriétaires terriens espagnols. Cette évolution démographique entièrement divergente est à la base des contradictions actuelles.

Suite à l'affaiblissement progressif de l'Espagne comme puissance mondiale, la France reçut en 1795, avec le traité de Bâle, la souveraineté sur l'île toute entière. Les Français reçurent initialement le soutien de la population noire de la partie orientale, avec Toussaint Louverture (1743-1803) comme principal meneur.

Mais après l'unification, Louverture commença à s'opposer à l'administration française, ayant rapidement constaté que celle-ci était aussi dominatrice que la précédente espagnole : ce fut le début de la guerre d'indépendance d'Haïti.

Les Français furent les premiers vainqueurs dans ce conflit. Toussaint Louverture fut arrêté, et il mourut en captivité en France en 1803. Mais son successeur, Jean-Jacques Dessalines (1758-1806) parvint à battre et à expulser les Français, et il proclama l'indépendance d'Haïti (donc de l'île entière). Il se laissa proclamer empereur, et continua la lutte contre les Français qui gardaient encore quelques garnisons à l'est. Des milliers de colons français furent massacrés.



1904, n^{os} 78 & 79

Toussaint Louverture



1954, n^o 344



1904, n^{os} 80 & 81



1957, n^{os} 371 & 372

Jean-Jacques Dessalines



*1974, n°s 740/742 & P.A. n°s 526/529
Jean-Jacques Dessalines*

Les Haïtiens demandèrent le soutien de l'Espagne pour écraser définitivement les Français, mais les Espagnols en profitèrent pour reprendre possession de la partie orientale de l'île, qui redevint ainsi Santo Domingo. Mais la mère-patrie espagnole, en plein déclin, abandonna complètement ses compatriotes dans cette lointaine île, ce qui motiva les colons espagnols, comme ce fut d'ailleurs le cas dans tous les territoires espagnols de l'Amérique centrale et méridionale, à proclamer l'indépendance le 30 novembre 1821. Le leader de la rébellion qui provoqua la sécession était José Núñez de Cáceres.



1936, n° 284



1971, n° 704

José Núñez de Cáceres

Mais dès 1822, les Haïtiens, conduits par leur président-dictateur Jean-Pierre Boyer, envahirent le nouvel état, et de 1822 à 1844, l'île était de nouveau réunie sous une autorité haïtienne. Les noirs étaient largement majoritaires à l'ouest, les blancs et surtout les mulâtres à l'est.

En 1844, la partie orientale de l'île profita de la chute du président Boyer pour reconquérir son indépendance, sous le nom de République dominicaine. Cette nouvelle indépendance fut conquise après une guerre sanglante et des combats très acharnés. Le grand leader dominicain était Juan Pablo Duarte.



1976, n° 794



1981, n° 865



1982, n° 878



2010, n° 1607
Juan Pablo Duarte

En 1900, la République dominicaine émit une série de neuf timbres, représentant une carte géographique, où elle s'était arrogé une grande portion du territoire haïtien. Après de véhémentes protestations de la part d'Haïti, les timbres furent retirés, mais la série fut réimprimée plus tard au profit des collectionneurs...



1900, n°s 93/101



La ligne rouge indique la frontière exacte

En 1928, la République dominicaine émit un premier timbre de poste aérienne, de nouveau avec une carte géographique, mais cette fois-ci avec des frontières exactes. Huit valeurs vinrent s'y ajouter en 1930 et 1931.



1928-1931, P.A. n°s 1/9

Les conflits frontaliers entre Haïti et la République dominicaine ne connurent que peu de moments d'interruption et d'apaisement, et étaient généralement d'une ampleur et d'une violence inouïes. Ce n'est que le 21 janvier 1929, lorsque Haïti était placée sous la tutelle officielle des États-Unis, qu'une convention concernant les frontières fut signée par le président Louis Borno pour Haïti et le président Horacio Vásquez pour la République dominicaine. Cette convention fut définitivement ratifiée en 1935 et 1936 par les deux pays.



1929, n°s 223/227

Accord frontalier de 1929 entre Haïti et la République dominicaine. Le président Horacio Vásquez



1929, n° 263

Accord frontalier de 1929 entre Haïti et la République dominicaine. Le président Louis Borno



1935, n°s 274/277

Ratification définitive de l'accord frontalier de 1929. Le président Rafael Trujillo

Après la ratification de cet accord, aussi bien Haïti que la République dominicaine émettent des timbres avec une carte géographique présentant des délimitations frontalières exactes.



1946, n° 393 & P.A. n°s 67/68



1962, n° 580



1989, n° 1060



1950, P.A. n° 82



1950, Exp. n° 6



1958, n°s 400/401



1970, n°s 671/672





1995, n°s 855/856

Mais les contradictions persistaient entre les deux communautés. En République dominicaine, l'accent était mis sur le patrimoine espagnol : la population locale, en majorité mulâtre, subissait une propagande intense, effectuée dans les écoles et dans la presse, qui insistait lourdement sur le caractère “supérieur” de leurs racines espagnoles par rapport à la “méprisable population noire et d'origine africaine” du pays voisin Haïti.

Chaque dominicain, même d'une couleur de peau très foncée, faisait partie de la “Hispanidad”, qui n'avait rien à voir avec la misérable Afrique noire...



1976, n° 798



1978, P.A. n° 328



1978, n° 817



1978, n° 828



1976, P.A. n° 292



1978, P.A. n° 309

Timbres pour la “Hispanidad”, servant à souligner le caractère espagnol des racines du peuple dominicain

C'est surtout le dictateur dominicain Rafael Trujillo, qui dirigea son pays d'une main de fer de 1930 à 1961, qui proclamait que son pays était une nation espagnole, blanche et catholique, supérieure au voisin Haïti, noir et pratiquant le vaudou.

Cette attitude provoqua en 1937 le massacre de 25 000 Haïtiens dans la région frontalière. Cette opération militaire, responsable de ce véritable génocide, s'appelait “Operación Perejil” : on demandait à la population locale de prononcer correctement le mot “perejil” (= persil). Les Haïtiens qui avaient de la peine avec la prononciation aussi bien du “r” que du “j” espagnol furent systématiquement massacrés après ce test des plus sommaires.



1933, n°s 261/263



1955, n°s 435/438

Le président Rafael Trujillo

Trujillo était un véritable dictateur, qui employait sa vision raciste de la supériorité ethnologique pour garder le pouvoir. Il faut dire que la majorité de la population locale ne participait pas à l'extermination systématique des habitants noirs aux racines africaines : c'était l'œuvre des milices dévouées à Trujillo.

Son successeur Joaquín Balaguer, bien que nettement plus modéré, continua à défendre l'idée de la "Hispanidad", et il fallut attendre l'éphémère présidence de l'homme de gauche Juan Bosch pour voir un début de démocratisation.



2006, n°s 1508/1509

Le président Joaquín Balaguer



2009, n° 1579

Le président Juan Bosch

Pendant que Trujillo tenait le sceptre en République dominicaine, Haïti n'était pas mieux lotie : François Duvalier, surnommé Papa Doc, y a été le président de 1957 jusqu'à sa mort en 1971. Lui aussi introduisit un véritable régime de terreur dans son pays, appuyé en cela par sa violente police secrète, les "Tontons Macoutes". Avant sa mort, il avait réglé sa succession : son fils Jean-Claude Duvalier prolongea le régime, dans le même style brutal, jusqu'à son renversement et son exil en 1986.



1958, n°s 388/391



1958, P.A. n°s 132/135
François Duvalier



n°s 747/749 & P.A. n°s 535/540
Jean-Claude Duvalier

Ni Rafael Trujillo, ni François Duvalier ne souffraient de modestie : peu de temps après sa prise de pouvoir, Trujillo fit rebaptiser la ville de Santo Domingo, qui devint... Ciudad Trujillo. Inutile d'ajouter que la ville retrouva rapidement son ancien nom après le meurtre de Trujillo le 30 mai 1961.

Et Duvalier ne pouvait évidemment pas faire moins : se basant sur l'exemple de Brasilia, il fit ériger une nouvelle ville, qui portait évidemment le nom de Duvalier-Ville. Immédiatement après le renversement de son fils en 1986, cette ville fut rebaptisée... Cabaret (sic).



1937, n°s 297/299

La ville de Santo Domingo est rebaptisée Ciudad Trujillo



1962, n°s 474/475 et P.A. n°s 237/238

Fondation de Duvalier-Ville



1963, n°s 499/501

Inauguration de Duvalier-Ville

Les deux pays continuent à suivre un cours différent : Haïti, autrefois la colonie la plus prospère du monde, sombre dans la pauvreté et dans le chaos politique, économique et social, avec comme point culminant le terrible tremblement de terre qui dévasta le pays le 12 janvier 2010.

La République dominicaine, par contre, évolue dans le bon sens, et connaît un essor économique surtout dû au tourisme de masse. Cet essor ne s'accompagne malheureusement pas toujours de grand progrès social.